

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 FÉVRIER 1928.

Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VAN DIEVOET.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui vous est soumis a été déposé au Sénat le 26 février 1924 par M. Nolf, Ministre des Sciences et des Arts dans le Gouvernement d'alors.

Le Sénat le discuta, y apporta un certain nombre d'amendements, et l'adopta le 5 février 1925, à l'unanimité des membres présents.

Les sections de la Chambre en ont délibéré le 19 février 1925 : toutes ont approuvé le projet sauf quelques réserves de détail auxquelles nous reviendrons.

Votre Section centrale s'est réunie sans délai, mais la dissolution du Parlement intervenue à cette époque, a empêché la Chambre d'en achever l'examen.

I. — OBJET DE LA RÉFORME.

Le projet s'occupe exclusivement de la collation des grades académiques et du programme des examens universitaires : il abroge les articles de la loi des 10 avril 1890-3 juillet 1891 qui concernent le même objet. Il ne touche pas aux dispositions relatives aux certificats d'études moyennes et aux épreuves préparatoires (Chap. II, art. 5 à 12).

On sait qu'aux termes de l'article 5 de cette loi, les étudiants qui justifient, par certificat, avoir suivi avec fruit un cours d'humanités complètes, sont dispensés de l'épreuve préparatoire aux examens de candidat en philosophie et lettres, de candidat en sciences et de candidat notaire. Dans les mêmes conditions, les aspirants au grade de candidat ingénieur sont dispensés d'une partie de l'épreuve préparatoire. (Art. 12)

(1) Projet de loi transmis par le Sénat, n° 145 (1924-1925).

(2) La Section centrale, présidée par M. Brunet, était composée de MM. Van Dievoet, Van de Vyvere, Doms, Plérard, Rubbens, Soudan.

Le régime existant des certificats d'humanités donne-t-il ou ne donne-t-il pas satisfaction ? Faut-il exiger des garanties supplémentaires pour empêcher la délivrance trop facile des certificats ? Faut-il réintroduire, sous une forme rajeunie, le graduat précédemment abandonné, et exiger que tous subissent un examen de maturité ou un examen d'entrée à l'Université ? Dans l'affirmative comment composer les jurys ?

Une proposition sur cet objet a été déposée à la Chambre le 2 février 1922, par notre Collègue M. Destrée (*Doc. Parl. Chambre : 1921-1922, n° 49*). A son tour, M. le Ministre Nolf déposa, sur la même matière, un projet qui fut rapporté par M. Blavier (*Doc. Parl. Chambre : 1923-1924, n° 237 et 1924-1925, n° 71*). Les deux projets sont devenus caducs à la suite de la dissolution du Parlement le 6 mars 1925. Et nous croyons ne pas nous aventurer, en disant que la question ne paraît pas mûre.

Ainsi que le déclarait au Sénat M. le Ministre Nolf, auteur de notre projet, les programmes universitaires ne dépendent en aucune mesure de l'établissement ou du non-établissement d'un examen de maturité. (*Ann. Sénat, 1924-1925, p. 336*.)

A chaque jour suffit sa peine. Votre Section centrale vous invite à ne pas différer l'examen du projet sur les grades académiques, sous prétexte que la question de l'examen de maturité ne peut être tranchée de suite.

II. — IDEES DIRECTRICES DE LA REFORME.

Nous croyons pouvoir distinguer, à la base du projet, deux idées directrices, l'une de forme, l'autre de fond, qui nous aideront à en déterminer la portée.

Elles concernent :

1. Le mode d'établissement des programmes (art. 22)
2. La tendance générale de ces programmes.

1. — LE MODE D'ÉTABLISSEMENT DES PROGRAMMES.

Jusqu'à ce jour la loi déterminait par le menu le programme des examens conduisant aux grades légaux. L'exposé des motifs porte que les Universités sont unanimes à déclarer que ce système présente de graves inconvénients. « Il est souvent difficile, y lisons-nous, d'obtenir la modification d'une loi. Si celle-ci n'est pas assez souple pour suivre les nécessités de l'enseignement dans leur constante évolution, elle devient bien vite une entrave et un obstacle au progrès ». Le conseil de perfectionnement de l'enseignement supérieur avait émis le vœu que dorénavant les programmes fussent établis par le Pouvoir exécutif après avoir pris l'avis des quatre universités. Cette solution suscita des appréhensions et rencontra des oppositions. Le Gouvernement s'arrêta néanmoins à une formule semblable. Il proposa la disposition suivante : « Le Gouvernement pourra, après avoir pris l'avis des facultés compétentes, modifier les programmes des examens prévus par la présente loi. » La Commission spéciale du Sénat amenda le texte. La disposition adoptée prévoit une double garantie : les facultés compétentes seront entendues, et les modifications à introduire par arrêté royal devront recueillir l'avis conforme et unanime des universités (art. 22).

Est-il vrai, comme le disait au Sénat, feu Mgr Deploige (*Ann. Sénat 1924-*

1925, p. 334), que désormais le Parlement n'interviendra plus, que la loi que nous examinons sera la dernière loi sur les programmes universitaires, le Parlement abdiquant entre les mains des Universités et du Pouvoir exécutif ?

Tel n'est pas le sens de l'article 22. Aux termes mêmes de l'exposé des motifs, les pouvoirs accordés au Gouvernement ne concernent que « les modifications de détail aux programmes légaux des examens ». Et l'honorable Ministre Nolf lui-même, après avoir fait au Sénat une première déclaration qui pouvait prêter à confusion (*Ibid.* p. 337), approuva l'interprétation de l'honorable M. Speyer, disant que l'article 22 permettrait au Pouvoir exécutif de faire seulement des retouches de détail, et que le Parlement ne serait dessaisi qu'en ce qui concerne les réformes de détail (*Ibid.* p. 360).

Votre Commission se rallie à la disposition ainsi comprise, car, s'il n'est pas admissible que le Parlement, organe de l'opinion publique, se désintéresse de la formation de nos futurs magistrats, avocats, notaires, médecins, pharmaciens, professeurs et ingénieurs, et si l'établissement des programmes universitaires ne doit pas être réservé aux seules compétences, toujours intéressées par quelque côté, on ne peut, d'autre part, songer à mobiliser le monde parlementaire dans le seul but d'insérer au programme tel cours nouveau, devenu indispensable, ou de faire abandonner tel autre cours que le progrès scientifique ou l'évolution sociale rend désormais superflu.

2. — LA TENDANCE GÉNÉRALE DES PROGRAMMES.

M. le Ministre Nolf disait au Sénat, que les programmes légaux, tels qu'ils résultent de la loi de 1890, sont trop rigides, et que les travaux pratiques n'y ont pas une place assez grande (*Ann. Sénat*, 1924-1925, p. 336). Pour remédier à ce double défaut, le projet applique dans une certaine mesure le principe des cours à option, et il multiplie les exercices pratiques.

Nul ne peut conquérir un grade universitaire sans avoir subi un examen sur un certain nombre de matières, qui constituent la base indispensable de sa formation professionnelle. Mais, outre ce minimum incompressible, le projet instaure, ou plutôt développe les cours à option, entre lesquels l'étudiant doit faire un choix. M. Van Overbergh disait excellemment, au Sénat, rectifiant une opinion erronée de l'exposé des motifs, que « les matières à option doivent être utiles à la spécialité à laquelle l'élève se consacre, pour employer les termes mêmes de la onzième résolution prise à l'unanimité par le conseil de perfectionnement de l'enseignement supérieur. » (*Ann. Sénat*, 1924-1925, p. 351).

Quant aux exercices pratiques, ils nous paraissent répondre à une double préoccupation, l'une d'ordre scientifique, l'autre d'ordre pratique. Il est des travaux de séminaire et de laboratoire, qui ont pour but d'initier l'élève aux méthodes scientifiques, par l'étude des sources et par le travail personnel : le futur homme de science y reçoit son initiation sous la direction avisée d'un maître dévoué. Ces travaux-là ne sont et ne peuvent être prescrits par un programme général : ils sont l'apanage d'une élite, et leur succès est fonction des qualités personnelles du savant qui les dirige.

Certains travaux et exercices pratiques ont un autre but et sont indispensables à la formation de tous les futurs diplômés : ce sont, pour les étudiants en sciences et pour les étudiants en médecine des travaux de laboratoire, de clinique et d'hôpital ; c'est pour les étudiants en droit, l'application pratique des règles de

droit enseignées du haut de la chaire, et dont l'élève ne saisira exactement la portée qu'après en avoir étudié l'incidence sur une ou plusieurs espèces données; c'est, pour les élèves en notariat, la rédaction d'actes; ce sont les exercices de pédagogie pratique pour les futurs agrégés de l'enseignement moyen, les travaux graphiques pour les futurs ingénieurs, et ainsi de suite.

Dans la plupart des facultés, les séminaires et les cours pratiques existaient sous l'ancienne législation; en ce qui concerne la faculté de droit, ils avaient été ébauchés ça et là en marge de la loi.

La généralisation des exercices ne pourra qu'être utile à la formation scientifique et professionnelle de nos docteurs.

Une meilleure formation professionnelle, une initiation plus complète au travail scientifique, tel est le double but que poursuivent les auteurs de la réforme. Nous verrons dans quelle mesure le projet répond à ces fins. Déjà au moment d'aborder l'examen des programmes des divers grades et facultés, votre rapporteur ne peut se défaire de cette impression d'ensemble que le projet ne réalise que faiblement la liberté de choix de l'élève, et que la surcharge de certains programmes continuera à empêcher dans une trop large mesure l'étudiant d'élite de s'adonner au travail scientifique personnel.

Les amendements que nous avons l'honneur de soumettre à vos suffrages, tendent à assurer plus complètement la réalisation de cette double idée: plus de liberté à l'étudiant qui désire se spécialiser, et une organisation des études telle que la formation scientifique de l'élite soit moins gênée par les examens de pure mémoire.

Afin d'accentuer ce caractère de la nouvelle organisation des grades académiques, la Section Centrale vous propose de dire à l'article 4 du projet, que « les jurys d'examen doivent prendre en considération l'aptitude du récipiendaire au travail personnel, principalement aux épreuves de licence, de doctorat et d'agrégation de l'enseignement supérieur ». Cette disposition indique l'esprit qui doit animer les examinateurs, elle constitue une sanction tout au moins morale de l'obligation imposée aux récipiendaires de participer aux exercices de séminaire et de laboratoire. Elle s'inspire du statut académique de Hollande du 15 juin 1921, dont l'article 3 est rédigé comme suit :

« Bij de in Artikel 4 aangewezen examens, inzonderheid bij de doctorale examens, wordt bovenal gewicht gehecht aan gebleken geschiktheid van den candidaat tot zelfstandig werken ».

III. — LES PROGRAMMES.

1. LE DROIT.

L'organisation des études de droit a donné lieu à de vives discussions. L'exposé des motifs part de cette idée que sous le régime actuel le temps consacré au droit moderne est insuffisant et il déclare que, si l'on veut apporter au régime les améliorations que réclament les Facultés, on est inévitablement amené à étendre à trois années la durée du doctorat. C'est très juste.

Mais comme on ne voulait pas augmenter d'une année la durée totale des études, on était naturellement amené à réduire d'une année la candidature en philosophie et lettres. Latin, littérature, logique et psychologie, histoire générale et histoire de Belgique, toutes ces matières s'enseigneraient en une seule année, et on reporterait en candidature en droit les institutions politiques de Rome, le droit naturel, la philosophie morale.

A quoi l'on objectait que ce serait réduire de moitié l'étude de l'histoire et l'étude du latin, et que les branches philosophiques reportées en candidature en droit y seraient noyées dans les matières de préparation juridique proprement dite. Ces objections sont fondées : pour les futurs juristes, plus peut-être que pour les autres, une culture générale est indispensable. Ce qui fait, dans la vie publique, la supériorité du juriste, c'est la faculté d'assimilation plus grande qu'il a acquise au cours de ses études et au cours de sa carrière. Nul ne peut prétendre à être un bon juriste, s'il ne connaît l'histoire politique et l'histoire des idées, et s'il n'a reçu une certaine initiation philosophique. Ce qui fait que les juristes, plus que d'autres, aiment la littérature et les arts, c'est le complément de formation esthétique et littéraire qu'ils reçoivent à l'Université. Et si l'on prétend que les cours d'histoire, de philosophie et de littérature, enseignés à l'Université, ne donnent pas toujours les résultats que l'on serait en droit d'en attendre; on articule un reproche à l'adresse de certains professeurs et de leur méthode, mais conclure de là à l'inutilité des cours en question, c'est faire preuve d'un défaut de logique... qui fait désirer un renforcement des études philosophiques.

Le Sénat adopta une solution qui est bien de chez nous : il transigea. Il supprima la candidature en droit et crut retrouver ainsi la deuxième année de philosophie. Pour se rendre compte de l'effet *réel* du procédé, il suffit de réfléchir un seul instant. Les branches à étudier au cours des deux années, appelées précédemment candidature en philosophie et lettres et candidature en droit, demeurèrent à peu près les mêmes quand on eut dénommé ces deux années la candidature en philosophie et lettres préparatoire au droit.

En effet, suivant le premier projet, on étudiait en candidature en droit, notamment l'encyclopédie du droit, les institutes du droit romain, le droit naturel, la philosophie morale. On étudiera ces branches en deuxième année de philosophie et lettres. La différence n'est guère sensible. Sans doute, on supprime les éléments du droit civil, mais c'est dommage. On supprime les notions sur les institutions politiques de Rome, mais elles reviennent sous un autre nom. On reporte au doctorat l'introduction historique au droit civil, mais c'est une erreur. On ne parle plus, il est vrai, de la première partie du cours d'économie politique, ce qui est bien, mais peu de chose.

Les philosophes font à la formule transactionnelle les objections qu'ils faisaient à la formule primitive : « On a trouvé expédient d'envahir le domaine occupé par le voisin, déclarait feu Mgr Deploige. Deux cours de droit, dont l'un, le droit romain, est d'une étendue considérable — à Louvain il comporte cinq heures par semaine toute l'année — deux cours de droit se sont installés là au milieu des cours de la candidature en philosophie et lettres. Sur cette intrusion du droit dans les deux années réservées à l'étude de la philosophie, de l'histoire et des belles-lettres; sur le mépris dont cette invasion témoigne à l'égard de ce qu'on appelle en Belgique « la culture générale », je ne dirai rien de plus décisif que ce que les facultés compétentes, en particulier celle de l'Université libre de Bruxelles, ont dit dans leurs délibérations » (*Ann. Sén.*, 1924-1925, p. 335).

M. Nolf répondait au Sénat : « On substitue aux cours d'histoire politique de l'antiquité, du moyen-âge et des temps modernes, des cours appelés « Société et Institutions » de l'antiquité, du moyen-âge et des temps modernes. En donnant à trois cours d'histoire inscrits au programme de la candidature, un caractère plus synthétique, on réduit de quelques heures l'horaire de cet ensemble ».

Des membres de votre Section centrale ont exprimé l'avis qu'il n'existe qu'une solution satisfaisante : c'est celle qui conserve deux années pour l'étude de la philosophie et lettres, laisse subsister la candidature en droit et prolonge d'une année le doctorat en droit. Le système serait organisé comme suit. Le grade de candidat en philosophie et lettres comprendrait les dix premières branches énumérées à l'article 5 du projet transmis par le Sénat. La candidature en droit resterait à peu près ce qu'elle est aujourd'hui. Quant au programme du doctorat, il serait susceptible d'une réelle amélioration, et celle-ci ne souffrirait aucune difficulté, si on disposait d'une année complémentaire.

Aux termes du projet, le doctorat en droit comporte trois années au lieu de deux. Innovation excellente dans son principe : il est en effet certain, comme l'affirme l'exposé des motifs, que le temps consacré à l'étude du droit moderne est insuffisant. On désire que l'enseignement de cette Faculté ait, comme celui des autres Facultés, un caractère plus pratique. Il faut éviter que la fréquentation de nombreux cours et la préparation d'examens très chargés nuisent, outre mesure, aux travaux scientifiques de l'élite.

Mais le projet, après avoir aussi excellentement posé les prémisses, conclut très mal : si on l'adopte tel quel, le doctorat sera, semble-t-il, aussi chargé, si pas plus chargé qu'auparavant.

Le programme comprend, en effet, toutes les branches de l'ancien programme, sauf les Pandectes. Il comporte ensuite sept cours nouveaux : l'introduction historique au droit civil, cours propédeutique qui n'est pas à sa place en doctorat ; — le droit public autrefois enseigné en candidature ; — la philosophie du droit ; — et quatre matières nouvelles, à choisir parmi les branches à option. Enfin, innovation heureuse et sur laquelle nous avons insisté, il y aura des exercices pratiques à chaque épreuve sur les matières qui en comportent. En résumé : il y avait anciennement dix branches, pour deux années d'études ; il y aura désormais, pour trois années, seize branches, et il y aura lieu d'organiser des exercices pratiques, qu'il faut souhaiter nombreux et approfondis. N'est-ce pas excessif ?

La prolongation des études de droit n'a pas recueilli l'adhésion de la majorité de votre Section centrale. On a taxé cette innovation d'exagérée et l'on a dit : l'étudiant ferait six années de droit, il consacrerait une année au service militaire, et il lui resterait trois années de stage. On a répondu que les docteurs en médecine font sept années, et que, si les ingénieurs n'en font que cinq, la plupart d'entre eux ont fait une année préparatoire avant d'entrer en candidature. Ni les uns, ni les autres ne sont dispensés du service militaire. Quant au stage, il n'empêche pas le jeune avocat de plaider pour son compte, ni même d'être nommé juge de paix, et après deux ans, juge ou substitut : en fait, on a vu plus d'un avocat se faire une clientèle déjà considérable après un an ou deux ans de stage.

On a jugé la proposition antidémocratique et de nature à empêcher l'accès au barreau aux jeunes gens sans fortune. A quoi les partisans des six années ont répondu : « La démocratie a-t-elle donc intérêt à fabriquer au rabais une masse de docteurs en droit ? Et n'y a-t-il pas à l'heure actuelle, une foule d'institutions qui permettent aux jeunes gens peu fortunés, mais intelligents, de faire leurs études presque sans frais : le fonds des mieux doués, les prêts de la Fondation Universitaire, les bourses du Gouvernement

(art. 46 du projet), les bourses d'études provinciales et autres ? » Et puis, ont-ils ajouté, ce que dit M. Planiol, à propos des étudiants des Facultés de droit de France, s'applique à nos étudiants : « On fait aujourd'hui son droit trop jeune. Il faut déjà connaître un peu la vie et le monde pour en comprendre et en juger l'organisation sous la forme juridique ». (PLANOL, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II Préface.)

Enfin, les partisans des six années reconnaissent volontiers qu'il y aura des sacrifices à faire. Mais ils sont d'avis que « toute conception qui tendrait à amoindrir la part de l'histoire et de la philosophie dans la préparation aux études juridiques, travaillerait directement contre la formation juridique elle-même. D'autre part, la culture juridique ne sera complète que si elle embrasse le champ entier du Droit et si, par ailleurs, elle sait se traduire en un effort critique personnel. La conclusion pratique suit immédiatement : augmentation du nombre des années d'étude consacrées au droit, mais pas de mutilation des années consacrées à la formation générale préparatoire au Droit. » (Voir *A propos de la Réforme des Etudes de droit*, par M. DABIN, professeur à l'Université de Louvain. *Revue catholique des idées et des faits*, du 15 février 1925.)

Malgré ces arguments, la majorité de votre Section centrale a préféré adopter le système du Sénat, en y apportant cependant certains amendements de détail.

a) Philosophie et lettres préparatoire au droit.

L'énumération des branches faisant l'objet de l'examen pour le grade de candidat en philosophie et lettres préparatoire au droit comprend au 9° l'étude de la société et des institutions de Rome. C'est la nouvelle étiquette pour l'histoire romaine. Mais on a oublié que le futur docteur en droit a grand intérêt à connaître l'histoire de la société et des institutions de la Grèce et même de l'Orient. En effet, le droit romain n'a été, sur bien des points, que le développement du droit antérieur. D'autre part, au point de vue de la culture générale, l'étude de l'histoire de la Grèce est plus intéressante que celle de l'histoire de Rome. Votre Section centrale vous propose de dire : *l'histoire de la société et des institutions de l'antiquité classique*. Il serait entendu cependant que cette extension du programme ne devrait pas avoir pour résultat d'augmenter le nombre des heures de cours à consacrer à cet enseignement.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici, avec la Commission spéciale du Sénat (rapport p. 2), que « les cours d'histoire politique de l'antiquité, du » moyen âge et des temps modernes ont été réduits à l'étude (de la société et) » des institutions de ces époques ». Pour empêcher qu'on ne donne de nouveau à ces enseignements, des développements que l'exposé des motifs considère à juste titre comme « excessifs » (p. 7.), il serait tout à fait indiqué, semble-t-il, qu'une circulaire ministérielle déterminât le maximum des heures de leçons qui peuvent leur être consacrées, au cours des deux années de la candidature. Ces instructions ne vaudraient évidemment que pour les universités de l'Etat, mais on peut tenir pour certain que les établissements libres auraient soin de s'en inspirer également et même de s'y conformer.

L'introduction historique au droit civil figure au programme du doctorat en droit (art. 7). C'est évidemment une erreur : il s'agit d'un enseignement préparatoire, qui doit être achevé lorsque l'étudiant commence en doctorat l'étude du

droit civil. Cet enseignement doit donc passer au programme de la philosophie et lettres.

Enfin, il y aurait grand intérêt à enseigner aux futurs docteurs en droit *les notions de la critique historique*. Ce cours, où l'on apprend à peser la valeur des témoignages contenus dans les documents historiques et la valeur de ces documents eux-mêmes, est tout aussi utile au juriste qu'à l'historien et au philologue. L'esprit critique est nécessaire à tout homme cultivé, mais il est tout à fait indispensable au juriste appelé à interpréter les textes des lois, les déclarations des témoins et les rapports des experts, à manier les travaux de doctrine et à déterminer la portée de la jurisprudence des tribunaux.

La philosophie préparatoire au droit comprendrait deux épreuves et deux années d'études au moins. On y enseignerait les six premières branches prévues à l'article 5, I. Puis, entre les numéros 6 et 7 actuels viendrait s'intercaler un numéro conçu comme suit : *Des notions de critique historique*. Les numéros 7 à 12 deviendraient 8 à 13, et on ajouterait un numéro 14 : *L'introduction historique au droit civil*.

b) Doctorat en droit.

Le programme se trouverait allégé de la dernière branche citée ci-dessus. D'autre part, il y aurait lieu de ranger parmi les branches à option la philosophie du droit, cette matière ne pouvant être vraiment utile qu'à ceux qui s'intéressent à la spéculation abstraite. Il y a d'ailleurs lieu de ne pas perdre de vue que le droit naturel et l'encyclopédie du droit ont dû être suivis par tout le monde en candidature. Il resterait donc dix branches obligatoires.

Quelques légers changements seraient apportés aux branches à option. Il faudrait permettre à l'étudiant de faire du droit commercial comparé, à côté du droit civil comparé, le droit commercial se prêtant même mieux à la comparaison que le droit civil. Il serait désirable de voir introduire dans nos facultés de droit l'enseignement des assurances, l'intérêt scientifique et pratique de cette matière ne faisant que croître de jour en jour.

Au numéro 14 il faudrait dire : au programme *de la faculté* ou d'autres facultés, puisqu'il appartient à la Faculté de droit d'organiser d'autres enseignements que ceux formellement prévus au numéro 13.

2. LE NOTARIAT.

L'exposé des motifs rappelait que les étudiants qui abordent actuellement les études de la candidature en notariat au sortir de l'enseignement moyen, n'ont pas, au jugement de leurs maîtres, la maturité d'esprit nécessaire. Pour y remédier le projet faisait précéder la formation professionnelle d'une année de formation générale, la candidature en philosophie et lettres préparatoire au droit : l'étude du latin, de la littérature, de la philosophie et de l'histoire serait désormais commune aux futurs avocats et aux futurs notaires. On ne leur imposait pas la candidature en droit : après l'année d'études générales, venaient les études professionnelles d'une durée de trois années.

Ce système se trouve bouleversé par suite du changement de régime adopté par le Sénat pour les études de droit : la philosophie et lettres comportant désormais deux années pour les futurs docteurs en droit, il en sera de même pour les futurs licenciés en notariat. Ces études préparatoires seront suivies de deux années de licence en notariat.

Cette partie du projet n'est pas sans défauts : le futur notaire étudierait la société et les institutions de Rome, ainsi que le droit romain, mais il ne connaîtrait ni notre droit public, ni notre organisation judiciaire. Jusqu'à ce jour on lui enseignait le droit international privé, désormais il n'en serait plus ainsi.

Et pourtant, il faut, semble-t-il, imposer aux futurs notaires les mêmes études préparatoires qu'aux futurs docteurs en droit. « Les études du doctorat en droit donnent une forme juridique plus complète que le mode de préparation théorique qui conduit à l'examen de candidat notaire. Ce résultat, il faut l'attribuer surtout à ce fait que les docteurs en droit n'abordent l'étude du droit positif dans sa forme actuelle et concrète qu'après une assez longue préparation. Cependant le notaire doit avoir des connaissances juridiques aussi sûres que celles de l'avocat ou du juge. Nous pensons même que, appelé non pour aider à résoudre des conflits déjà nés, mais pour les prévoir et les prévenir, il doit avoir plus complète la connaissance et la possession actuelle du droit. »

Tel est l'avis qu'exprimait M. le professeur Schieks dans un remarquable discours prononcé au congrès des notaires de Belgique de 1920. Telle est également l'opinion du praticien avisé qu'est M. le notaire Van Isterbeek (*Préface au Traité-Formulaire de M. Schieks*, 1924, p. XXVII-XXIX).

Au sortir de la candidature l'élève choisira librement sa spécialité : il fera le doctorat en droit, s'il veut se consacrer au barreau ou à la magistrature; il choisira la licence en notariat, si le ministère du notaire a ses préférences.

La licence en notariat comprendra deux années d'études. Elle comportera toutes les branches du droit moderne imposées aux futurs notaires par le projet du Sénat, sauf l'introduction historique au droit civil, reportée en candidature en philosophie et lettres. Elle comportera, en outre, si la Chambre accueille l'amendement présenté par votre Section centrale, une branche nouvelle, le droit international privé. Enfin, deux branches figurant au programme recevront une légère extension.

Le droit international privé s'enseignait jusqu'à ce jour, et votre Section centrale propose simplement de le maintenir au programme. « Un fait important, écrit M. Van Isterbeek (*Préface citée*, p. xx), frappe l'attention, c'est le nombre toujours croissant des relations qui s'établissent entre citoyens de pays différents, résultat de la diffusion des capitaux, de l'accroissement des fortunes, de l'expansion économique et commerciale des peuples; une interpénétration se produit entre tous les pays de jour en jour plus profonde, favorisée par le développement des grands moyens de communication : voies maritimes, chemins de fer, télégraphie. Et c'est pourquoi la connaissance du droit international privé est devenue une inéluctable nécessité pour les praticiens de droit. »

D'autre part, il y aurait lieu d'étendre un peu l'objet de la branche dénommée au programme le droit administratif notarial, que l'on appellerait : *Des notions de droit public et administratif, et le droit administratif notarial* (lois qui...). Il paraît, en effet, indispensable que le notaire ait au moins certaines notions du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif, outre les connaissances de droit administratif spécialement requises pour l'exercice de son ministère.

Quant à la procédure civile, il semble qu'il y aurait lieu d'y apporter le même changement. Ce cours porterait pour titre : *Des notions de l'organisation judiciaire, de la compétence et de la procédure, et la procédure civile dans ses rapports avec le notariat* (lois...). Le notaire est en rapport avec les tribunaux à l'occasion des partages de successions, des testaments, des scellés et inventaires, des mariages et des contrats de mariage, certaines mesures d'exécution réclament

son intervention. De nombreux notaires sont juges de paix suppléants. Ils ne doivent pas ignorer complètement l'organisation du pouvoir judiciaire et la compétence des diverses juridictions.

Il y a lieu de remarquer qu'il ne s'agit pas d'établir deux cours nouveaux, mais simplement de faire précéder deux cours existants de quelques leçons d'introduction générale consacrées au droit public d'une part, et à l'organisation judiciaire d'autre part.

3. LA PHILOSOPHIE ET LETTRES, LES SCIENCES ET L'AGRÉGATION DE L'ENSEIGNEMENT MOYEN DU DEGRÉ SUPÉRIEUR.

Aujourd'hui, les doctorats en philosophie et lettres, et en sciences comportent deux années d'études, une dissertation inaugurale, et pour les candidats qui se destinent à l'enseignement moyen, une ou deux leçons publiques. Aux termes du projet transmis par le Sénat, il y aura lieu, désormais, de distinguer la licence, le doctorat et l'agrégation de l'enseignement moyen du degré supérieur. La licence comportera deux années d'études au moins et un mémoire manuscrit ou imprimé (art. 6 in fine et art. 10 in fine). Le doctorat ne pourra être obtenu qu'une année au moins après l'obtention du diplôme de licencié, moyennant la présentation d'une dissertation originale et d'une thèse (art. 12). La formation pédagogique du futur professeur sera assurée par la création d'un grade nouveau, celui d'agrégé de l'enseignement moyen du degré supérieur, comportant un semestre d'études au moins, un stage de même durée dans un établissement d'enseignement moyen agréé par l'Université, et deux leçons publiques (art. 11).

Ce système implique une double innovation : la distinction entre la licence et le doctorat, et l'établissement du stage.

Le doctorat actuel correspond à la nouvelle licence, qui sera accordée aux mêmes conditions : elle suppose la rédaction d'un mémoire à la fin de la deuxième année d'études. « Sous le régime actuel, déclare l'exposé des motifs, beaucoup de thèses sont médiocres, et il serait cruel de refuser le grade de docteur à l'auteur d'une thèse insuffisante, puisque le titre de docteur est exigé de tous les professeurs de l'enseignement moyen ». Des protestations se sont élevées contre cette affirmation : les professeurs de philosophie et de sciences soutiennent que jamais il ne leur arrive de proclamer docteur un récipiendaire dont la thèse ne constitue pas un travail sérieux et personnel. Ils craignent que la distinction établie par le projet de loi n'ait pour effet de diminuer la valeur de ces travaux, puisque désormais la dissertation *originale* ne devra plus être exigée que des seuls docteurs, les licenciés pouvant se contenter d'un *mémoire*. Il ne faut pas qu'un simple devoir soit jugé suffisant : nul ne doit être considéré comme apte à l'enseignement, s'il n'est capable de faire un travail personnel de quelque étendue.

Il faut, d'autre part, espérer que le nombre des docteurs ne sera pas par trop minime. L'exposé des motifs déclare, il est vrai, que, pour encourager les professeurs de l'enseignement moyen à rechercher le titre de docteur, le Gouvernement songe à réserver, dans l'avenir, les places de professeur des classes supérieures des athénées aux candidats qui auront subi l'épreuve du doctorat ; il ajoute que certains avantages matériels pourraient leur être assurés. L'idée est intéressante et votre Section centrale émet le vœu que le Gouvernement s'en inspire. Si le doctorat n'est pas puissamment encouragé, il deviendra un titre de luxe auquel les futurs professeurs de l'en-

seignement moyen, pressés de gagner leur vie, ne porteront aucune espèce d'intérêt.

L'innovation la plus importante est celle qui institue l'agrégation de l'enseignement moyen du degré supérieur. L'exposé des motifs se plaint de l'insuffisance de la préparation pédagogique des futurs professeurs. « Alors que le futur instituteur est formé par trois années d'enseignement spécial, comprenant des cours de méthodologie, de pédagogie et des leçons pratiques sous la direction d'un maître à l'école primaire, la loi de 1890-1891 n'a rien prévu de semblable à l'usage des futurs professeurs de l'enseignement moyen, tant pour les branches littéraires que pour les branches scientifiques. » Ceci n'est pas tout à fait exact, puisque la loi de 1890-1891 prescrit formellement un cours d'histoire de la pédagogie, un cours de méthodologie, et une ou deux leçons publiques. Ce qu'on peut dire, c'est qu'il y a lieu de renforcer la préparation pédagogique. Sur ce principe, l'accord est complet.

Reste la réalisation pratique. M. Gravis, ancien recteur de l'Université de Liège et professeur de sciences, réclame un stage d'une année et voudrait voir spécifier que l'année pédagogique et l'année consacrée à la préparation de la thèse doctorale resteront toujours distinctes. C'est excessif et ce serait la mort du doctorat.

Le projet exige une épreuve sur la pédagogie, l'histoire de la pédagogie, la méthodologie générale et la méthodologie spéciale des matières figurant au programme des athénées. Ces matières doivent faire l'objet d'un semestre d'études au moins. Il prévoit en outre un stage de même durée dans un établissement moyen agréé par l'Université. Quant à l'organisation de ce stage, le projet est muet : il se contente de dire que le stage sera constaté par un certificat délivré et signé par le chef de l'établissement d'enseignement moyen et dûment légalisé.

Nous ne sommes pas convaincus de l'efficacité de ce système. Le nombre des docteurs en sciences et en philosophie et lettres sortant chaque année de nos quatre universités dépasse largement la centaine. (A titre d'indication, Louvain en comptait 38 en 1921-1922, et 47 en 1924-1925). L'élève devant suivre des cours pendant le semestre du stage, il faudra pratiquement répartir ces nombreux jeunes gens entre les établissements d'enseignement moyen de la ville où ils fréquentent les cours. Ce sera l'encombrement, sinon la désorganisation de ces établissements.

Pour faire un bon stage, il faut un bon patron et un bon stagiaire. Il y a dans nos athénées d'excellents professeurs, et il en est de médiocres. Ces derniers n'apprendront rien au stagiaire. Parlons des premiers : ils n'ont pas tous bon caractère et ils ne seront pas tous disposés à contribuer à l'apprentissage d'un jeune qui, demain, peut devenir un concurrent. Il ne faut pas, d'autre part, que le professeur se décharge sur le stagiaire des devoirs qui lui incombent : l'enseignement en souffrirait. Enfin, les jeunes docteurs taxent facilement les anciens d'ignorance et sous-évaluent l'acquis de l'expérience. Le préfet ou le directeur de l'établissement verra de mauvais œil les stagiaires, il faudra les lui imposer : la discipline de l'établissement en souffrira, et la bonne volonté fera bientôt défaut. On verra se produire ce que l'on déplore pour le stage des candidats notaires : le chef de l'établissement aura intérêt à délivrer des certificats... de complaisance.

Pourquoi, d'ailleurs, la préparation pédagogique ne peut-elle aller de pair avec

la préparation scientifique ? Le stage du médecin et le stage du pharmacien ont lieu au cours de leurs études. On a loué la préparation pédagogique des instituteurs. Or, cette préparation se fait, elle aussi, au cours même des études, et sous la direction du professeur de pédagogie, dans une école d'application annexée à l'école normale. C'est ce système-là qu'il faudrait appliquer à notre matière. Il n'a rien de neuf. Il a été inauguré à Louvain, par feu le professeur Collard, qui le décrit lui-même : « L'Université de Louvain a eu, dès les premiers jours de l'application de la loi de 1890-1891, son école d'application, le Collège Saint-Pierre, où les étudiants vont enseigner pendant deux ans dans les différentes classes sous la surveillance de leur professeur de pédagogie... Les exercices didactiques sous la direction du professeur de méthodologie présentant incontestablement une unité et un enchaînement que l'on ne peut avoir avec le stage; ils créent une émulation que les stagiaires ne trouvent pas dans l'athénée; ils assurent une initiation à la pratique plus rapide, plus facile et plus approfondie, grâce aux discussions des leçons, qui sont des plus utiles au jeune professeur qui a fait la leçon et aux autres étudiants qui l'ont écoutée. La critique des leçons, qui est la chose capitale, n'est pas aisée; elle réclame un maître très entendu et très expérimenté ». (Voir *La préparation professionnelle des docteurs en philosophie et lettres, et l'article 12 du projet de loi de M. le Ministre Nolf.*)

Ce système nous paraît excellent. Les futurs professeurs de l'enseignement moyen (branches littéraires et branches scientifiques), recevraient à l'Université même leur formation théorique et leur formation pratique. Les exercices didactiques auraient lieu pendant une année au moins, sous la direction du professeur de pédagogie, dans un athénée, un collège ou une école moyenne. Il n'est pas bon que les professeurs de nos Universités se désintéressent de la préparation professionnelle de leurs élèves, et s'en déchargent sur des professeurs de l'enseignement moyen qui ne sont ni disposés ni préparés à cette fonction.

L'article 11 de la loi serait rédigé comme suit :

« L'examen pour chacun des grades d'agrégé de l'enseignement moyen du degré supérieur comprend :

1° La pédagogie expérimentale;

2°.... 3°.... 4°.... comme au projet.

Nul ne peut se présenter à cet examen s'il ne justifie, par certificat, qu'il a suivi pendant un an au moins, sous la direction de son professeur de méthodologie, des exercices didactiques dans un établissement d'enseignement moyen.

Les récipiendaires doivent faire deux leçons publiques.... (comme au projet).

L'examen d'agrégé peut être subi en même temps que l'examen de licencié ».

Complétons ce paragraphe par quelques observations au sujet des matières d'examen.

a) Philosophie et lettres (art. 5 et 6).

Nous avons insisté plus haut sur la nécessité d'un cours de critique historique. Ce cours ne se donne, en candidature, qu'aux seuls étudiants en histoire. Il doit figurer au programme de toutes les spécialités de la philosophie et lettres, qu'il s'agisse de la philosophie proprement dite (art. 5, II, A), de l'histoire (art. 5, II, B), de la philologie classique (art. 5, II, C), romane (art. 5, II, D) ou germanique (art. 5, II, E). On y arrive

en faisant passer dans la série des cours communs, le cours figurant à l'article 5, II, B, sous le n° 11.

D'autre part, il paraît excessif d'imposer la traduction et l'explication des auteurs latins aux récipiendaires qui se destinent à l'étude de la *philologie germanique* : ce cours inscrit à l'art. 5, II, 1° serait reporté parmi les cours spéciaux des sections A, B, C, D. Nul ne conteste l'utilité pour le germaniste de bien connaître la langue et les auteurs latins, mais ce qui importe avant tout, c'est qu'il ait le temps de bien s'assimiler la langue néerlandaise, la langue allemande, la langue anglaise. Il ne faut pas que l'étude complémentaire du latin l'empêche de consacrer son temps à l'objet de sa spécialité : le néerlandais, l'anglais et l'allemand.

Les récipiendaires qui se destinent à la *philologie classique* doivent, aux termes du projet, apprendre l'histoire de la littérature française en candidature, alors que d'autres récipiendaires peuvent faire choix de la littérature flamande. Il faut ici laisser la même faculté et dire, à l'article 5, II, C. 8° : l'histoire de la littérature française ou de la littérature flamande ; puis au 9° : l'introduction à l'histoire des principales littératures modernes et notamment de celle des littératures flamande ou française qui n'a pas fait l'objet de l'épreuve prévue au n° 8. Comme corollaire, il y a lieu d'ajouter, pour la licence, à l'article 6 C II, 8°, les mots « ou flamands ».

La philologie classique est encombrée d'un autre cours, étranger à la spécialité des candidats, l'explication d'auteurs français (article 5, II, C. 12°). Nous le supprimons.

L'étude obligatoire de l'histoire de la philosophie, pour la philologie classique, (art. 6, C. I. 6°) peut comme actuellement (art. 14, C. 3°, de la loi de 1890-1891) être restreinte à la philosophie de l'antiquité; pour la philologie romane (art. 6, D. I, 7°) et pour la philologie germanique (art. 6, E, I, 6°), à la philosophie moderne (art. 14, D et E, 7° de la loi de 1890-1891).

La Section Centrale a introduit, pour toutes les branches de la philosophie et lettres, un cours obligatoire élémentaire d'histoire de l'art en candidature, des cours à option sur l'histoire de l'art et l'histoire de la musique en licence. Les futurs professeurs de l'enseignement moyen ne doivent pas plus ignorer l'histoire de l'art que l'histoire de la littérature. Lors de la discussion au Sénat, M. Van Overbergh attirait déjà l'attention sur cette lacune qu'il est urgent de combler. (*Ann Sénat*, 28 janvier 1925, p. 351).

b) Sciences (art. 9 et 10).

Quelques légères retouches doivent être faites aux libellés des cours de la candidature (art. 9) :

I. (*Sciences mathématiques et physiques*). Les cours de candidature ayant pour objectif une initiation générale de l'élève, il y a lieu de formuler leur objet dans les termes les plus larges possibles : c'est pourquoi il vaut mieux dire :
au 6°. Les éléments d'astronomie et de géodésie, au lieu de : l'astronomie physique;
au 7°. La physique générale, et les éléments de la physique théorique et mathématique, au lieu de : la physique générale. (Le libellé proposé se trouve déjà à l'article 17, 9°).

II. (*Sciences chimiques*).

au 4°. Les éléments de géométrie analytique, d'analyse infinitésimale et de mécanique analytique. (Toutes les parties du cours sont élémentaires.)

au 5°. Les éléments de la biologie générale *végétale et animale*.

au 7°. Les éléments de minéralogie, de géologie et de géographie physique. (La minéralogie suppose connues certaines notions de géologie et de géographie physique.) Le cours figure, avec ce libellé, au IV, 7°.

III. (Sciences géologiques et minéralogiques) :

Ajouter un 7°. Les éléments de minéralogie, de géologie et de géographie physique. Ce cours constitue la branche fondamentale de la spécialité. On ne s'explique pas son absence, alors qu'il figure au programme des chimistes.

Les cours de la licence (art. 10) appellent certaines observations :

I. (Sciences mathématiques) :

Epreuve approfondie : lire comme suit :

c) l'astronomie et la géodésie;

e) la mécanique analytique et la mécanique céleste.

Les spécialistes sont d'accord pour demander ce changement de libellé.

II. (Sciences physiques) :

au 7°. Matières à option :

Ajouter au 7bis : La spectroscopie et l'astrophysique.

On propose d'ajouter, en outre, h) : La mécanique statistique.

IV. (Sciences géologiques et minéralogiques).

au 5°. Dire : la géologie.

Aux épreuves approfondies :

au e : la géologie pure.

au g : la géologie appliquée.

VII. (Sciences géographiques) :

Aux épreuves approfondies, ajouter :

c) La physique du globe et la météorologie.

4. — LA MÉDECINE (art. 13 à 16).

Cette partie du projet de loi n'a donné lieu qu'à une observation : elle concerne la licence en science dentaire.

Licence en science dentaire (Art. 15 et 51). Le projet de loi, répondant au vœu exprimé par le Conseil de perfectionnement de l'enseignement supérieur, crée le grade légal de licencié en science dentaire (art. 15), qui comporte trois années de candidature en sciences et en médecine, et deux années d'études spéciales. Le rapport du Sénat dit à ce propos :

« Votre Commission avait exprimé le vœu que tout ce qui concerne l'enseignement de cet art, relevant, à proprement parler de la médecine et de la chirurgie, rentrât désormais dans les attributions du Département des Sciences et des Arts, au lieu de figurer, au titre de l'hygiène, dans celles du Département de

l'Intérieur et de l'Hygiène. Car elle avait constaté avec surprise que ce dernier département persiste à autoriser la *délivrance de licences pour pratiquer l'art dentaire après un examen sommaire dénué de caractère scientifique*. Or, il s'agit vraiment de maladies dont le traitement exige de sérieuses connaissances médicales et non pas une simple habileté de « mécanicien ». C'est exposer nos populations, surtout la classe ouvrière et la classe rurale, aux plus graves accidents que de les laisser à la merci de ces praticiens primaires, dans la catégorie desquels ne peuvent manquer de se glisser beaucoup de charlatans ».

Le Gouvernement proposa une disposition transactionnelle, aux termes de laquelle « *pendant les deux années qui suivront la mise en vigueur de la loi, les commissions médicales provinciales pourront continuer à délivrer des attestations de capacité à ceux qui, étant porteurs du diplôme de candidat en médecine, chirurgie et accouchements, désirent être admis à l'état de dentiste* ». (Art 51).

La proposition a été votée au Sénat, sans discussion. Depuis cette époque, les groupements professionnels, et notamment l'Association Générale des Dentistes de Belgique, ont critiqué cette partie du projet. Ils déclarent que, si la délivrance des certificats s'est faite jadis avec une trop grande facilité, le vrai danger consiste aujourd'hui dans l'exercice de la pratique dentaire par les multiples mécaniciens et opérateurs *non diplômés*, auxquels la jurisprudence reconnaît, dans une certaine mesure, le droit de pratiquer la prothèse dentaire. Le nombre des non diplômés n'a fait qu'augmenter, à mesure que l'on a rendu l'accès au diplôme plus difficile et particulièrement depuis que l'on a exigé, comme condition préalable, le diplôme de candidat en médecine. La barrière étant désormais plus élevée (5 années d'étude), et le grade ne pouvant plus être conféré que par les Universités seules, il faut craindre un nouveau développement de l'exercice illégal de l'art dentaire. L'assimilation de cet art à la médecine devrait se faire progressivement et prudemment. Telle est la thèse des dentistes.

Leurs propositions reviennent principalement à ceci : réduction des études préparatoires à deux années, et allègement des programmes; suppression du monopole des Universités et autorisation aux écoles de dentisterie de faire la préparation des futurs licenciés.

Ces amendements n'ont pas recueilli l'adhésion de votre Section Centrale : du moment que la licence dentaire devient un grade académique — et elle doit l'être dans l'intérêt de la santé publique — elle ne peut être conférée que par les Universités et par les Jurys constitués par le Gouvernement. Un amendement acceptable consisterait à prolonger le régime transitoire, si la nécessité en était démontrée.

5. — LES ÉTUDES D'INGÉNIEUR (art. 17 à 19).

Jusqu'à ce jour, la loi ne connaissait que deux grades d'ingénieur, celui d'ingénieur civil des mines, et celui d'ingénieur des constructions civiles. (Loi de 1890-1891, art. 27 et 28). Le système était trop rigide, et le développement de la technique avait fait qu'à côté des grades légaux s'était développée une multitude de grades non légaux établis par les Universités elles-mêmes.

Il était devenu nécessaire d'adapter la loi aux besoins nouveaux de l'industrie et des administrations. Cela pouvait se faire suivant une double méthode. La première consisterait à créer un grade unique d'ingénieur civil, qui serait accordé après cinq années d'études. La loi déterminerait un certain nombre de branches communes obligatoires pour tous. A ce programme viendraient s'ajouter des ma-

tières complémentaires, différentes suivant les spécialités, et déterminées par les facultés, sous leur responsabilité. Cette idée avait inspiré la proposition de loi déposée à la Chambre le 12 juillet 1922 par MM. Hymans, Helleputte et Destree. L'exposé des motifs a écarté ce système, qui ne paraissait pas offrir toutes les garanties voulues, et la Commission du Sénat s'est ralliée à cette façon de voir, car, dit le rapport, si la concurrence scientifique est une chose excellente en soi, il faut éviter qu'elle n'agisse à rebours et au détriment de la valeur des diplômes.

Le projet de loi adopte une autre méthode. Il met à la base des études d'ingénieur une candidature commune, d'une durée de deux années. Ensuite viennent trois années d'études spécialisées, qui conduisent à huit diplômes légaux différents, répondant aux besoins très divers de l'industrie moderne. La Société belge des Ingénieurs et des Industriels aurait préféré que le nombre des grades légaux d'ingénieur ne fût pas déterminé, de manière que l'organisation des études eût la souplesse voulue pour s'adapter à toute nécessité nouvelle de l'industrie. On a répondu que les cadres du programme ont été établis de manière à laisser une latitude suffisante aux établissements intéressés, et que, d'autre part, si la nécessité s'en faisait sentir, l'article 22 de la loi permettrait au Roi de modifier le programme de manière à le mettre en concordance avec les besoins nouveaux.

Des discussions ont eu lieu au sujet de l'assimilation du diplôme de sortie de l'Ecole d'application de l'Artillerie et du Génie aux grades légaux d'ingénieur. La question a été soulevée au Sénat par M. Gillain (*Ann. Parl. Sénat*, 29 janvier 1925, pp. 373-375). Elle se trouve réglée par l'article 21, alinéas 3 et 4 : le grade de sous-lieutenant élève à l'Ecole d'application (artillerie et génie) sera assimilé à celui de candidat ingénieur; les officiers d'artillerie ou du génie issus de l'Ecole d'application pourront être admis à une épreuve complémentaire pour l'obtention du grade d'ingénieur civil, sans être interrogés sur les matières qui ont fait partie de leurs examens à l'Ecole d'application (Comparer M. Nolf, *Ann. Sénat*, 4 février 1925, p. 404).

Le programme des cours donne lieu à quelques observations :

ART. 17. (*Grade de candidat ingénieur civil*) :

au 10° lire : la chimie générale et les éléments de la chimie physique.

ART. 18. (*Grades d'ingénieur*) :

Au début de l'article, il faut lire comme suit :

Les examens pour les divers grades d'ingénieur civil comprennent...

II. (Matières spéciales).

A. 2° La topographie, y compris la topographie souterraine.

C. 3° La chimie physique, y compris la thermochimie et l'électrochimie.

Il y a lieu d'ajouter à l'article 18 l'alinéa suivant :

« Les candidats des groupes E et F peuvent demander à être examinés sur les matières de ces deux groupes. Ceux qui usent de cette faculté ont le choix, pour le travail dont il est question à l'alinéa précédent, entre les matières de l'un ou de l'autre de ces groupes. En cas de succès, le diplôme leur reconnaîtra le grade d'ingénieur civil pour chacun de ces groupes ».

Dans la discussion qui a précédé, au Sénat, le vote de l'article 18, on avait déjà fait remarquer, avec raison, que les programmes des examens pour les grades d'ingénieur civil électricien et d'ingénieur civil mécanicien, sont à peu

près identiques. On avait donc demandé d'autoriser les récipiendaires qui le désiraient à se faire interroger sur les matières des deux groupes, en vue d'obtenir ces deux grades simultanément.

M. Nolf, Ministre des Sciences et des Arts, reconnut que la demande méritait d'être prise en considération et il ajouta qu'on envisagerait ultérieurement comment la question pourrait être réglée au mieux des intérêts de tous (*Ann. Parl. Sénat*, 4 février 1925, p. 403).

L'amendement ci-dessus, présenté d'accord avec le Gouvernement, a recueilli l'approbation des professeurs intéressés de nos diverses facultés techniques. D'ailleurs, la disposition qui en fait l'objet ne constitue pas une nouveauté. Une disposition analogue figure à l'article 16 de la loi de 1890-1891, elle est maintenue par le présent projet de loi (alinéa final de l'art. 7) : elle permet de conférer simultanément les grades de docteur en droit et de candidat notaire (licencié en notariat).

6. — L'AGRÉGATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Ce grade, dit l'exposé des motifs, est établi en vue d'engager les mieux doués parmi les étudiants à s'adonner à la recherche scientifique. Puisque tel est le but, et afin d'assurer le caractère éminemment scientifique du grade nouveau, il y a lieu d'exiger *l'impression* de la dissertation.

IV. — LES JURYS D'EXAMENS.

ART. 24. — Depuis le vote du projet de loi par le Sénat, deux lois du 21 juin 1926 ont réglé le droit de délivrer certains diplômes pour l'Ecole des Mines de Mons et pour les Facultés de Saint-Louis à Bruxelles et de Notre-Dame de la Paix à Namur.

Le texte relatif à l'Ecole des Mines de Mons est rédigé comme suit :

« ART. 1. — En ce qui concerne la collation des grades académiques de candidat-ingénieur et d'ingénieur civil des mines, l'Ecole des Mines et de Métallurgie de Mons, faculté technique du Hainaut, jouit des prérogatives accordées aux Universités par la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891.

» ART. 2.—Le Ministre des Sciences et des Arts nomme au moins le quart du nombre des membres du conseil d'administration de cette école. »

Le texte relatif à l'Institut Saint-Louis et à Notre-Dame de la Paix est rédigé comme suit :

« ARTICLE UNIQUE.— L'article 34 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891, sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires est remplacé par les dispositions suivantes :

» Les jurys constitués par le Gouvernement comprennent un jury central accessible à tous les aspirants aux divers grades académiques, ainsi que des jurys spéciaux, institués chaque année pour l'Institut Saint-Louis, à Bruxelles, pour le Collège Notre-Dame de la Paix, à Namur, et, s'il y a lieu, pour d'autres établissements déterminés. Les jurys spéciaux sont exclusivement réservés aux élèves des établissements en vue desquels ils sont institués.

« Les certificats et les diplômes délivrés aux élèves de l'Institut Saint-Louis, à Bruxelles, et du Collège Notre-Dame, à Namur, le sont au nom de ces établissements. »

Il est manifeste que la loi que nous élaborons ne peut pas passer sous silence la situation des Instituts visés ci-dessus. L'Ecole des Mines de Mons ne prépare pas seulement des ingénieurs civils des Mines, mais encore des ingénieurs civils métallurgistes. Le texte relatif aux Facultés mentionnées d'autre part, se rattache à l'article 34 de la loi de 1890-1891 : or le projet de loi abroge cet article. (art. 54 du projet). Une disposition nouvelle s'impose par conséquent.

M. Huysmans, lorsqu'il était Ministre des Sciences et des Arts, avait rédigé un avant-projet de loi nouveau sur les grades académiques. Il régularisait la situation de l'Ecole des Mines de Mons et accordait l'autonomie aux Facultés de Bruxelles et de Namur. L'exposé des motifs, que l'auteur a bien voulu nous communiquer, s'exprimait à ce sujet dans les termes suivants :

« Le Gouvernement estime qu'il convient d'étendre le régime de l'Ecole des Mines et de Métallurgie de Mons à l'Institut Saint-Louis et au Collège Notre-Dame de la Paix. Ces établissements seraient donc autorisés à délivrer désormais, sous leur propre responsabilité, à leurs élèves et à la suite d'examens subis devant des jurys constitués exclusivement de leurs professeurs, les diplômes qu'en fait ils délivrent depuis 1890.

» Il se pourrait cependant que ces établissements, en vue de donner à leurs diplômes un caractère plus « officiel », fussent désireux de voir l'Etat intervenir encore, dans une certaine mesure, dans la constitution de leurs jurys. C'est la raison pour laquelle il est prévu, dans le texte proposé à l'article 24, que ces jurys pourront être présidés par un délégué du Gouvernement.

» ... De la Faculté des sciences de Notre-Dame de la Paix sortent chaque année un assez grand nombre de candidats en sciences naturelles se destinant à l'étude de la médecine. Ce grade disparaissant dans le projet du Sénat., il paraît rationnel d'autoriser cet établissement à conférer désormais le nouveau grade de candidat en sciences naturelles et médicales. »

Votre Section centrale vous propose d'adopter le texte de M. Huysmans,

Elle vous propose en outre et par voie de conséquence de supprimer l'article 19 puisque, dans ce système, la disposition qui fait l'objet de cet article n'a plus de raison d'être, et de remplacer partout les mots « école assimilée » par ceux-ci : « établissements assimilés ».

ART. 36. — Le droit de 20 francs perçu pour l'entérinement des certificats et diplômes académiques a été porté à 40 francs par l'article 3 de l'arrêté royal du 27 août 1926, pris en exécution de la loi du 16 juillet 1926. L'article 36 du projet doit donc être modifié en tenant compte de cette augmentation.

V. — LES MOYENS D'ENCOURAGEMENT.

Monsieur le Ministre des Sciences et des Arts a fait parvenir au rapporteur de votre Section centrale la note que voici :

« Le Conseil des Ministres a autorisé l'inscription au budget de mon Dépar-

tement pour l'exercice 1928, des crédits nécessaires en vue du relèvement du taux des bourses de voyage, des bourses d'études et des récompenses du concours universitaire. (*Doc. Parl.*, Chambre 1927-1928, n° 89.)

» Il est très vraisemblable que les Chambres voteront ces augmentations de crédit. En conséquence, les articles 45, 46 et 47 du projet de loi devront être modifiés comme suit :

» ART. 45. — Des médailles en or de la valeur de 700 francs (au lieu de 200), accompagnées du prix de 2,500 francs (au lieu de 800), en argent ou en livres, peuvent être décernées...

» ART. 46. — Deux cents bourses de 2,500 francs (au lieu de 1,000) peuvent être accordées...

» ART. 47. — Quatorze bourses de voyage de 28,000 francs (au lieu de 8,000)...

» Je vous saurais gré, Monsieur le Représentant, de vouloir bien prier la Section centrale de prendre, d'accord avec le Gouvernement, l'initiative de ces amendements. »

La Section centrale a déféré à ce désir, et a inséré les amendements visés aux articles qu'ils concernent.

* * *

Sous le bénéfice de ces observations et moyennant l'adoption des amendements dont le tableau accompagne le présent rapport, votre Section centrale vous invite à voter le projet de loi.

Le Rapporteur,

E. VAN DIEVOET.

Le Président.

E. BRUNET.



(20)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 FEBRUARI 1928.

Wetsontwerp op het toekennen der academische graden en het programma der universitaire examens (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER VAN DIEVOET.

MIJNE HEEREN,

Het U voorgelegd wetsontwerp werd op 26 Februari 1924 in den Senaat ingediend door den heer Nolf, Minister van Kunsten en Wetenschappen in de toenmalige Regeering.

De Senaat behandelde het, wijzigde het in sommige punten, en door de aanwezige leden werd het eenparig goedgekeurd op 5 Februari 1925.

De Afdeelingen van de Kamer hebben het onderzocht op 19 Februari 1925: alle hebben het ontwerp goedgekeurd, behoudens enkele kleine punten waarop voorbehoud werd gemaakt en waarop wij zullen terugkomen.

Uwe Middenafdeeling is dadelijk bijeengekomen, maar de ontbinding van het Parlement, die zich daarop voordeed, belette de Kamer het onderzoek van het wetsontwerp voort te zetten.

I. — WAT BEOOGT DE HERVORMING.

Het ontwerp behandelt uitsluitend het toekennen der academische graden, en het programma der universiteitsexamens: het brengt mede het intrekken der artikelen van de wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 over hetzelfde onderwerp. Het raakt niet aan de bepalingen betreffende de getuigschriften van middelbare studiën en de voorbereidende proeven (Hoofdstuk II, art. 5 tot 12).

Men weet dat op grond van artikel 5 van dezelfde wet, de studenten die door een getuigschrift het bewijs leveren dat zij met goed gevolg volledige humaniora hebben gedaan, vrijgesteld zijn van de voorbereidende proef tot de examens van candidaat in de wijsbegeerte en letteren, van candidaat in de natuurwetenschappen en van candidaat-notaris. In dezelfde voorwaarden, zijn de aspirant-

(1) Wetsontwerp door den Senaat overgemaakt, n° 145 (1924-1925).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit de heeren Van Dievoet, Van de Vyvere, Doms, Piérard, Rubbens en Soudan.

candidaat-ingenieurs ontslagen van eene gedeelte van de voorbereidende proef (art. 12).

Geeft het bestaande stelsel van de humaniora-getuigschriften al of niet voldoening? Moet men meer waarborgen eischen om het al te lichtvaardig afleveren van de getuigschriften te beletten? Moet men, onder een meer modernen vorm, opnieuw het graduaat invoeren, waarvan men te voren had afgezien, en eischen, dat allen een maturiteitsexamen of een examen van toelating tot de Universiteit afleggen? Zoo ja, hoe de Commissies samengesteld?

Een wetsvoorstel in dien zin was door onzen collega, den heer Destrée, in de Kamer ingediend op 2 Februari 1922. (*Gedr. St. Kamer* : 1921-1922, n^o 49.) Op zijne beurt, diende de heer Nolf, over dezelfde zaak, een ontwerp in, waarover de heer Blavier verslag uitbracht (*Gedr. St. Kamer* : 1923-1924, n^o 237, en 1924-1925, n^o 71). Beide ontwerpen zijn vervallen ten gevolge van de Kamer-ontbinding, op 6 Maart 1925. En wij meenen ons niet te gewaagd te uiten, wanneer wij zeggen dat het vraagstuk niet rijp schijnt.

Zooals Minister Nolf, die het ontwerp indiende, het in den Senaat verklaarde, hangen de universiteitsprogramma's in geen en deele af van het al of niet voorschrijven van een maturiteitsexamen (*Hand. Sen.*, 1924-1925, bl. 336).

Alles op zijn tijd! Uwe Middenafdeeling verzoekt U het onderzoek over het wetsontwerp op de academische graden niet uit te stellen, onder voorwendsel dat het vraagstuk van het maturiteitsexamen niet onmiddellijk kan opgelost worden.

II. — LEIDENDE GEDACHTEN BIJ DE HERVORMING.

Het wetsontwerp berust, naar onze meening, op twee leidende gedachten : de eene wat den vorm, de andere wat den grond betreft, en die zullen ons helpen er de draagwijdte van te bepalen.

Zij betreffen :

- 1) de wijze van opmaken der programma's (art. 22);
- 2) de algemeene strekking van deze programma's.

1. — De wijze van opmaken der programma's.

Tot op heden, stelde de wet omstandig het programma vast van de examens die leiden tot de wettelijke graden. De Memorie van Toelichting zegt dat de universiteiten eenparig verklaren dat dit stelsel ernstige bezwaren medebrengt.

« Het is vaak moeilijk, lezen wij daar, de wijziging van een wet te bekomen. Zoo deze niet lenig genoeg is om de noodwendigheden van het onderwijs in haar voortdurende evolutie te volgen, wordt zij weldra een belemmering en een hinderpaal voor den vooruitgang. » De verbeteringsraad van het hooger onderwijs had den wensch te kennen gegeven dat voortaan de programma's zouden opgemaakt worden door de Uitvoerende Macht, na het advies te hebben ingewonnen van de vier universiteiten. Deze oplossing deed hier en daar vrees oprijzen, en stiet op verzet. De Regeering besloot niettemin tot eene dergelijke formule. Zij stelde de volgende bepaling voor : « De Regeering mag, na het advies te hebben ingewonnen van de bevoegde faculteiten, de bij deze wet voorziene examenprogramma's wijzigen ». De Bijzondere Commissie van den Senaat wijzigde den tekst. De aangenomen tekst voorziet een tweevoudigen waarborg : de bevoegde faculteiten zullen moeten gehoord worden, en de wijzigingen, aan te brengen bij Koninklijk besluit,

zullen het gelijkloidend en eenparig advies van de universiteiten moeten bekomen hebben (art. 22).

Is het waar, zooals in den Senaat wijlen Mgr Deploige zegde (*Hand. Sen.* 1924-1925, bl. 334) dat voortaan het Parlement niet meer zal tusschenkomen, dat de wet die wij onderzoeken de laatste wet op de universiteitsprogramma's zal zijn, daar het Parlement zijn bevoegdheid afstaat aan de Universiteiten en de Uitvoerende Macht?

Dit is de beteekenis van artikel 22. Luidens de Memorie van Toelichting, « geldt de bevoegdheid, aan de Regeering toegekend, slechts voor de wijziging van kleine bijzonderheden in de wettelijke examenprogramma's ». En de achtbare Minister Nolf, nadat hij in den Senaat eene eerste verklaring had afgelegd die tot verwarring aanleiding kon geven (*Ibid.* bl. 337), keurde de uitlegging van den heer Speyer goed, die zegde dat artikel 22 alleen aan de Regeering zou toelaten kleine bijzonderheden te veranderen en dat men alleen voor de detail-wijziging zou nalaten de zaak aan het Parlement voor te leggen. (*Ibid.* bl. 360).

Uwe Commissie keurde de aldus opgevatte bepaling goed, want het is niet aannemelijk dat het Parlement, orgaan van de openbare meening, zou ophouden belang te stellen in de vorming van onze toekomstige rechters, advocaten, notarissen, geneesheeren, apothekers, leeraars en ingenieurs; en zoo het opmaken van de universiteitsprogramma's niet uitsluitend moet overgelaten worden aan deskundigen, die er steeds op de eene of andere wijze belang bij hebben, toch kan men er anderzijds niet aan denken de Parlementsleden in beweging te zetten, met het eenig doel in de programma's, dezen of genen leergang op te nemen die onmisbaar geworden is, of aan den eenen of anderen cursus te doen verzaken die, uit hoofde van den wetenschappelijken vooruitgang of de maatschappelijke ontwikkeling, voortaan overbodig geworden is.

2. — DE ALGEMEENE STREKKING DER PROGRAMMA'S.

De heer Nolf zegde in den Senaat, dat de wettelijke programma's, zooals zij ontstonden uit de wet van 1890, niet lenig genoeg zijn en dat de practische arbeid er een te geringe plaats in bekleedt. (*Hand. Senaat* 1924-1925, bl. 336) Om dit dubbel gebrek te verhelpen, past het ontwerp ruim het principe toe van de keuze-vakken en het vermenigvuldigt de practische oefeningen.

Niemand kan een universitair graad verkrijgen, zonder een examen afgelegd te hebben in een zeker getal vakken die den onmisbaren grondslag uitmaken van zijne beroepsopleiding. Doch naast dit minimum, dat niet voor vermindering vatbaar is, voert het ontwerp in, of eerder geeft het uitbreiding aan het stelsel der vrij gekozen cursussen, onder welke de student vrij is zijn keuze te doen. De heer Van Overbergh zei, in uitstekende bewoordingen, in den Senaat, — hiermede eene verkeerde zienswijze der Memorie van Toelichting verbeterend — « dat de keuze-vakken nut moeten opleveren voor de specialiteit waarvoor de leerling zich voorbereid heeft, — dit zijn de bewoordingen van de elfde resolutie eenparig door den verbeteringsraad voor het hooger onderwijs aangenomen. » (*Hand. Senaat*, 1924-1925, bl. 351.)

Wat de practische oefeningen betreft, zij schijnen ons te beantwoorden aan een dubbele bezorgdheid: de eene van wetenschappelijken aard, de andere van practischen aard. Er zijn seminarie- en laboratoriumwerken die bestemd zijn om den

leerling vertrouwd te maken met de wetenschappelijke methodes, door de studie der bronnen en door persoonlijke arbeid : de toekomstige wetenschapsmensch wordt ingewijd onder een kundige leiding. Die werken worden niet voorgeschreven door een algemeen programma; het ware ook niet mogelijk ze voor te schrijven : zij zijn het voorrecht van eene elite en de uitslagen er van, staan in verband met de persoonlijke hoedanigheden van den geleerde, onder wiens leiding zij verricht worden.

Sommige werken en praktische oefeningen hebben een ander doel en zijn onmisbaar voor de vorming van al de toekomstige gediplomeerden : het zijn, voor de studenten in de wetenschappen en de studenten in de geneeskunde, sommige werken in het laboratorium, de kliniek, het hospitaal; het is voor de studenten in de rechten, de praktische toepassing der principes van het recht, die aan den leerling van uit den leerstoel worden onderwezen, doch waarvan hij de juiste beteekenis alleen zal vatten nadat hij de toepassing er van op een of meer gevallen bestudeerd heeft; het is voor de studenten in het notariaat, het opmaken van akten; het zijn de oefeningen in de praktische paedagogiek voor de toekomstige geaggregeerden van het middelbaar onderwijs, de graphische werken voor de toekomstige ingenieurs, enz.

In de meeste faculteiten, bestonden seminaries en praktische cursussen onder het stelsel der vroegere wet; wat de rechtsfaculteit betreft, had men er een aanvang mede gemaakt in sommige plaatsen, buiten de wet.

De veralgemeening der oefeningen zal ongetwijfeld nuttig kunnen zijn voor de wetenschappelijke en de beroepsvorming onzer doctoren.

Een betere beroepsvorming, een meer volledige inwijding in het wetenschappelijk werk, dit is het dubbel doel dat de indieners van de hervormingswet nastreven. Wij zullen nagaan, in welke mate het ontwerp beantwoordt aan deze doeleinden. Reeds bij den aanvang van het onderzoek der programma's van de onderscheidene graden en faculteiten, kan uw verslaggever zich niet losmaken van den algemeenen indruk dat het ontwerp, slechts in geringe mate, de vrijheid der keuze voor den leerling verwezenlijkt en dat het overladen van sommige programma's, de beste studenten al te veel zal blijven hinderen in hun persoonlijke wetenschappelijke arbeid.

De amendementen die wij de eer hebben U voor te leggen, streven er naar, op een meer volledige wijze, de verwezenlijking van deze dubbele gedachte te verzekeren : meer vrijheid voor den student die zich wil specialiseeren en de studiën aldus inrichten dat de wetenschappelijke vorming der elite minder belemmerd wordt door examens waarbij alleen het geheugen een rol speelt.

Om dit kenmerk van de nieuwe regeling der academische graden nog te verscherpen, stelt de Middenafdeeling U voor in artikel 4 van het ontwerp in te lasseten dat « de Commissies zullen rekening houden met de geschiktheid der recipiendi tot zelfstandig werken, inzonderheid bij de examens voor den graad licentiaat, van doctor en van geaggregeerde van het hooger onderwijs ». Deze bepaling duidt den geest aan die de examinatoren moet leiden; zij is ten minste eene moreele sanctie van de verplichting, opgelegd aan de recipiendi, deel te nemen aan de seminariën en laboratoria. Zij steunt op het academisch statuut van Holland van 15 Juni 1926, waarvan artikel 3 luidt :

« Bij de in artikel 4 aangewezen examens, inzonderheid bij de doctorale examens, wordt bovenal gewicht gehecht aan gebleken geschiktheid van den candidaat tot zelfstandig werken ».

III. — DE PROGRAMMA'S.

1. HET DOCTORAAT IN DE RECHTEN.

De inrichting van de studiën in de rechten gaf aanleiding tot hevige betwisting. De Memorie van Toelichting gaat uit van deze gedachte dat, onder de bestaande regeling, de aan het moderne recht toegewijde tijd onvoldoende is; in die memorie kan men insgelijks de verklaring vinden dat, wil men de door de Faculteiten aangevraagde verbeteringen aanbrengen, men er onvermijdelijk toe komen moet den leerduur voor het doctoraat op 3 jaren te brengen. Dat is zeer billijk.

Vermits men echter den geheelen duur der studiën niet met een jaar wilde verlengen, werd men er natuurlijkerwijs toegebracht de candidatuur in de Wijsbegeerte en Letteren met een studiejaar te verminderen. Latijn, letterkunde, logica en zielkunde, algemeene geschiedenis en Belgische geschiedenis, al deze vakken zouden in een enkel jaar worden onderwezen, en de Staatsinstellingen van Rome, het natuurrecht, de zedenkunde zou men overbrengen naar de candidatuur in de Rechten.

Daartegen werd aangevoerd, dat men aldus de studie van de geschiedenis en de studie van het Latijn met de helft zou verminderen, en dat de wijsgeerige vakken overgebracht naar de candidatuur in de Rechten, er zouden overweldigd worden door de leerstof van de eigenlijke juridische voorbereiding. Deze bezwaren zijn gegrond: voor de toekomstige rechtsgeleerden, meer wellicht dan voor anderen, is eene stevige algemeene cultuur onontbeerlijk. Wat in het openbaar leven het overwicht van den rechtsgeleerde uitmaakt, is het grooter aanpassingsvermogen dat hij tijdens zijne studiën en zijne loopbaan verkregen heeft. Niemand kan beweren een goed rechtsgeleerde te zijn, zoo hij niet vertrouwd is met de politieke geschiedenis en de geschiedenis van de gedachtenstroomingen, en indien hij niet zekere philosophische begrippen bezit. Dat de rechtsgeleerden, meer dan anderen, houden van letterkunde en kunsten, is te danken aan de aanvullende esthetische en letterkundige vorming die zij op de universiteit hebben ontvangen. En wanneer men beweert dat de leergangen in de geschiedenis, de wijsbegeerte en de letterkunde, op de universiteit onderwezen, niet steeds de terecht verwachte uitslagen opleveren, richt men een verwijt tot sommige professoren en hunne leermethode. Doch daaruit mag men niet besluiten dat bedoelde leergangen nutteloos zijn; aldus zou men bewijs geven van gebrek aan logica... waardoor men eene versterking der philosophische studiën doet verlangen.

De Senaat nam eene beslissing die bij ons wel thuis hoort: hij wilde iedereen tevreden stellen. Hij schafte de candidatuur in de rechten af en meende aldus het tweede jaar wijsbegeerte terug te vinden. Om zich rekenschap te geven van den werkelijken uitslag van deze handelwijze, is het voldoende een oogenblik na te denken. De vakken te bestudeeren tijdens de twee jaren welke eertijds genoemd werden candidatuur in de wijsbegeerte en letteren en candidatuur in de rechten, bleven ongeveer dezelfde [wanneer men deze twee jaren noemde de candidatuur in de wijsbegeerte en letteren voorbereidend tot de rechten.

Inderdaad, volgens het eerste ontwerp, bestudeerde men in de candidatuur in de rechten, inzonderheid de encyclopedie van het recht, de instituten van het Romeinsche recht, het natuurrecht, de zedenkunde. Men zal deze vakken bestu-

deeren in het tweede jaar wijsbegeerte en letteren. Het verschil is dus niet merkkelijk. Men schaft wel de beginselen van het burgerlijk recht af, doch dat is te betreuren. Men schaft de begrippen af van de Staatsinstellingen van Rome, maar zij worden onder eene andere benaming terug ingevoerd. De geschiedkundige inleiding tot de studie van het burgerlijk recht wordt bij het doctoraat gebracht, en dat is verkeerd. Wel is waar, spreekt men niet meer van het eerste deel van den leergang in de Staathuishoudkunde, en dat is goed, maar 't is weinig.

De wijsgeeren voeren tegen de overeenkomstformule de bezwaren aan welke zij tegen de eerste formule hadden : « Men heeft een uitweg gevonden met het domein van den gebuur in te palmen, verklaarde wijlen Mgr Deploige. Twee cursussen in de Rechten, waarvan die in het Romeinsch recht zeer uitgebreid is — te Leuven vijf uren per week gansch het jaar door — twee cursussen in de Rechten, zeg ik, hebben plaats gevonden midden in de cursussen van de candidatuur in de wijsbegeerte en letteren. Over deze indringing van het recht in de twee jaren voorbehouden voor de studie van de wijsbegeerte, de geschiedenis en de letteren ; over het misprijzen waarvan deze overrompeling blijk geeft ten opzichte van wat men in België de « algemeene cultuur » noemt, kan ik niets beslissender zeggen dan wat de bevoegde faculteiten, inzonderheid die van de vrije universiteit van Brussel, in hunne beraadslagingen hebben verklaard » (*Handel. Sen.* 1924-1925, bl. 335).

De heer Nolf antwoordde in den Senaat : « Men vervangt de cursussen in de politieke geschiedenis van de oudheid, van de middeleeuwen en van de moderne tijden, door cursussen genoemd « de Maatschappij en Instellingen » van de oudheid, van de middeleeuwen en van de moderne tijden. Met aan drie cursussen in de geschiedenis, die op het programma van de candidatuur staan, een meer synthetisch karakter te geven, vermindert men met enkele uren den lessenrooster van dit geheel. »

Sommige leden van uwe Middenafdeeling hebben de meening uitgedrukt dat er slechts eene voldoende oplossing bestaat, namelijk : twee jaren behouden voor de studie van de wijsbegeerte en letteren, de candidatuur in de Rechten laten bestaan en het doctoraat in de Rechten met een jaar verlengen. De regeling zou de volgende zijn : De graad van candidaat in de wijsbegeerte en letteren zou de eerste tien vakken omvatten, welke opgesomd zijn in artikel 5 van het door den Senaat overgemaakte ontwerp. De candidatuur in de Rechten zou schier geregeld blijven zooals zij thans bestaat. Het programma van het doctoraat zou echter zonder bezwaar eene werkelijke verbetering ondergaan, zoo men over een jaar meer beschikte.

Luidens het ontwerp, behelst het doctoraat in de Rechten drie jaren in plaats van twee. Dat is in beginsel eene uitnemende nieuwigheid : het is inderdaad zeker, zooals de Memorie van Toelichting verklaart, dat de tijd van de studie aan het moderne recht besteed, onvoldoende is. Men wenscht dat het onderwijs van deze Faculteit, evenals dit het geval is voor de overige Faculteiten, van meer practischen aard zij. Men moet vermijden dat het groot getal cursussen en de voorbereiding tot zeer zware examens, buitenmate nadeelig inwerken op de wetenschappelijke bezigheden van de elite.

Het ontwerp dat aldus zoo goed de premisses heeft gesteld, besluit echter zeer slecht : indien men het ontwerp aanneemt zooals het is, dan zal, onzes dunks, het doctoraat even overlast, zoo niet meer overlast wezen dan vroeger.

Het programma omvat inderdaad al de vakken van het vroegere programma,

behalve de Pandecten. Het behelst vervolgens zeven nieuwe leergangen ; de geschiedkundige inleiding tot de studie van het burgerlijk recht, propædeutische cursus die niet op zijn plaats is in het doctoraat ; — het Staatsrecht eertijds in de candidatuur gegeven ; — de rechtsphilosophie ; — en vier nieuwe vakken te nemen onder de keuze-vakken. Ten slotte, eene gelukkige nieuwigheid waarop wij den nadruk hebben gelegd : er zullen practische oefeningen zijn bij iedere proef over de vakken die zulks vergen. Samengevat : er waren vroeger tien vakken, voor twee studie jaren ; voortaan zullen er, voor drie jaar, zestien vakken zijn, en er zullen practische oefeningen ingericht worden die, naar wij hopen, talrijk en ernstig zullen zijn. Is dit niet overdreven ?

De verlenging van de rechtsstudiën mocht niet de eenparige instemming wegdragen van de meerderheid uwer Middenafdeeling. Men heeft dit overdreven genoemd, en men heeft gezegd : de student zou zes jaar in de rechten studeeren, hij zou een jaar aan den militairen dienst moeten geven, en dan blijven er nog drie jaren stage. Men heeft er op geantwoord, dat de doctors in de geneeskunde zeven jaar doen, en dat de ingenieurs, zoo die maar vijf jaar doen, meest allen een voorbereidend jaar hebben gedaan alvorens in de candidatuur te treden. Geen van beiden zijn van den militairen dienst ontslagen. Wat de stage betreft, deze belet den jongen advocaat niet voor eigen rekening te pleiten, evenmin tot vrederechter benoemd te worden, en na twee jaar, rechter of tot substituut : daar zijn feitelijk advocaten die zich reeds een aanzienlijke cliënteel vormen na een of twee jaar stage.

Men oordeelde het voorstel ondemocratisch en van zoodanigen aard dat het den toegang tot de balie ontzegt aan jongens zonder fortuin. Waarop de voorstanders van de zes jaren hebben geantwoord : « Heeft de democratie er dan belang bij tegen verminderden prijs eene massa doctors in de rechten te vormen ? En zijn er tegenwoordig niet eene menigte instellingen die aan de onbemiddelde, doch verstandige jongelieden, toelaten zonder kosten hunne studiën te volbrekken : het fonds der meestbegaafden, de leeningen van de universitaire stichting, de beurzen van de Regeering (art. 46 van het ontwerp), de provinciale studiebeurzen en andere ? » En vervolgens, voegden zij er bij, wat de heer Planiol heeft gezegd over de studenten van de rechtsfaculteiten van Frankrijk, is ook toepasselijk op onze studenten : « De student in de rechten is tegenwoordig te jong. Men moet reeds het leven en de wereld wat kennen om er de organisatie onder den juridischen vorm van te begrijpen en te beoordeelen ». (PLANIOL. *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II. Préface.)

Ten slotte, erkennen de voorstanders van de zes jaren gereedelijk dat er offers moeten gebracht worden. Maar zij zijn van meening dat « elke regeling die er toe strekt het deel van de geschiedenis en van de wijsbegeerte in de voorbereiding van de rechtsstudiën te verminderen, rechtstreeks indruischt tegen de juridische vorming zelve. Anderzijds, zal de juridische vorming alleen volledig zijn wanneer zij het gansche gebied van het recht omvat en wanneer zij verder zich uiten kan in persoonlijk critisch werk. Het practisch besluit volgt onmiddellijk : vermeerdering van de studie jaren aan het recht gewijd, maar geene vermindering van de jaren die gewijd worden aan de algemeene vorming voorbereidend tot het Recht » (zie : *A propos de la Réforme des Etudes de Droit*, door den heer DABIN, professor aan de Universiteit te Leuven ; *Revue catholique des idées et des faits* van 15 Februari 1925).

Niettegenstaande deze argumenten, heeft de meerderheid van uwe Midden-

afdeeling liever het stelsel van den Senaat aangenomen, met nochtans enkele kleine wijzigingen.

a) **Wijsbegeerte en Letteren voorbereidend tot de rechten.**

De opsomming van de vakken van het examen voor den graad van candidaat in de wijsbegeerte en letteren voorbereidend tot de rechten behelst onder n^o 9^o de studie van de maatschappij en de instellingen der Romeinen. Het is de nieuwe benaming voor de Romeinsche Geschiedenis. Men heeft echter vergeten dat de toekomstige doctor in de rechten er groot belang bij heeft de geschiedenis van de maatschappij en van de instellingen van Griekenland en zelfs van het Oosten te kennen. Inderdaad, het Romeinsche recht was op vele punten slechts de ontwikkeling van het vroegere recht. Anderzijds, is in opzicht van de algemeene cultuur de studie van de geschiedenis van Griekenland belangrijker dan die van de geschiedenis van Rome. Uwe Middenafdeeling stelt U voor te zeggen : *de geschiedenis van de maatschappij en de instellingen van de classieke oudheid*. Het zou nochtans wel verstaan blijven, dat deze uitbreiding van het programma niet zou mogen tot gevolg hebben het getal lesuren aan dit onderwijs gewijd te vermeerderen.

Het is misschien niet van belang ontbloot er hier op te wijzen, zooals de Bijzondere Commissie van den Senaat reeds deed (Verslag blz. 2), dat « de cursussen in de Staatskundige geschiedenis der oudheid, der middeleeuwen en der moderne tijden werden beperkt tot begrippen (over de samenleving en) over de instellingen van die tijden ». Om te beletten dat men aan die cursussen weer eene uitbreiding geve die de Memorie van Toelichting terecht « overdreven » acht (bl. 7), zou het naar onze meening zeer nuttig zijn dat een ministerieele onzenzbrieft het maximum getal lesuren vaststelde die daaraan mogen besteed worden, gedurende de twee jaren van de candidatuur. Deze onderrichtingen zouden natuurlijk alleen gelden voor de Rijksuniversiteiten, maar men mag er zeker van zijn dat de vrije universiteiten er zich aldra zouden bij aanpassen en hetzelfde doen.

De geschiedkundige inleiding tot de studie van het burgerlijk recht komt voor op het programma van het doctoraat in de rechten (art. 7). Dit is natuurlijk eene vergissing : het geldt hier een voorbereidend onderwijs dat moet geëindigd zijn wanneer de student, in het doctoraat, de studie van het burgerlijk recht aanvangt. Dit vak moet dus overgaan naar het programma der wijsbegeerte en letteren.

Ten slotte, ware het zeer belangrijk voor de toekomstige doctoren in de rechten, een cursus in de *beginselen van de geschiedkundige critiek* in te voeren. Deze cursus, waarin men de waarde leert meten van de getuigenissen welke in de geschiedkundige documenten te vinden zijn, alsmede de waarde van deze documenten zelf, is even nuttig voor den rechtskundige als voor den geschiedkundige en den philoloog. Een critische geest is een noodwendigheid voor alle ontwikkelde menschen; doch hij is vooral onmisbaar voor den rechtskundige die de wetteksten moet uitleggen, alsmede de verklaringen van de getuigen en de verslagen der deskundigen, en die de werken over rechtstheorie moet gebruiken en de draagwijdte van de rechtspraak der rechtbanken moet bepalen.

De voorbereidende wijsbegeerte tot de rechten zou twee examens omvatten en twee studiejaren, ten minste. Men zou er de eerste zes vakken onderwijzen, voorzien in artikel 5, 1. Vervolgens zou men tusschen de huidige n^o 6 en 7 een

nummer inlasschen, luidende als volgt : *De beginselen der geschiedkundige critiek*. De n° 7 tot 12 zouden worden 8 tot 13 en men zou er een n° 14 aan toevoegen : *Geschiedkundige inleiding tot de studie van het burgerlijk recht*.

b) Doctoraat in de rechten.

Het programma zou aldus verlicht worden door het wegvallen van het vorenvermeld vak. Anderzijds, zou men onder de keuze-vakken de rechtsphilosophie moeten rangschikken, daar dit vak slechts wezenlijk nuttig kan zijn voor die welke belang stellen in het abstracte onderzoek. Het is trouwens noodig niet uit het oog te verliezen dat de cursussen in het natuurrecht en de encyclopedie van het recht door al de leerlingen der candidatuur worden gevolgd. Er zouden dus tien verplichte vakken overblijven.

Eenige lichte wijzigingen zouden moeten gebracht worden, wat betreft de keuze-vakken. Men zou den student moeten toelaten, naast het vergelijkend burgerlijk recht, het vergelijkend handelsrecht te bestudeeren, daar het handelsrecht meer geschikt is voor een vergelijkende studie dan het burgerlijk recht. Het ware wenschelijk in onze rechtsfaculteiten het onderwijs in de verzekeringswetenschap in te voeren, daar het wetenschappelijk en practisch belang van dit vak dagelijks grooter wordt.

In n° 14, zou men moeten zeggen : in het programma *der faculteit* of van andere faculteiten, vermits de rechtsfaculteit bevoegd is om onderwijs in andere vakken in te richten dan die welke bepaald zijn in n° 13.

2. — HET NOTARIAAT.

De Memorie van Toelichting herinnerde er aan dat de studenten die thans de studie der vakken van de candidatuur in het notariaat aanvatten, na het verlaten van het middelbaar onderwijs, — naar het oordeel van hunne professoren — niet de noodige geestesrijpheid bezitten. Om dit te verhelpen, deed het ontwerp de beroepsvorming voorafgaan door een jaar studie, besteed aan de algemeene vorming : de candidatuur in de wijsbegeerte en letteren voorbereidend tot de rechten ; de studie van het Latijn, van de letterkunde, van de wijsbegeerte en van de geschiedenis moest voortaan gemeen zijn aan de toekomstige advocaten en de toekomstige notarissen. Men legde hun niet de candidatuur in de rechten op : na het jaar besteed aan de algemeene studiën, kwamen de beroepsstudiën, met een duur van drie jaren.

Dit stelsel wordt heelemaal veranderd ten gevolge van de wijziging in het stelsel aangenomen door den Senaat voor de rechtsstudiën : de wijsbegeerte en letteren zullen voortaan twee studie-jaren omvatten voor de toekomstige doctoren in de rechten en hetzelfde stelsel zal aangenomen worden voor de toekomstige licentiaten in het notariaat. Op deze voorbereidende studiën zullen twee jaren voor den graad van licentiaat in het notariaat volgen.

Dit gedeelte van het ontwerp is niet zonder gebreken : de toekomstige notaris zou de maatschappij en de instellingen van Rome bestudeeren alsmede het Romeinsch recht, doch hij zou noch ons Staatsrecht noch onze rechterlijke inrichting kennen. Tot nog toe gaf men hem onderwijs in het internationaal privaatrecht. Dit zou voortaan niet meer het geval zijn.

En niettemin zou men, onzes dunkens, aan de toekomstige notarissen dezelfde voorbereidende studiën moeten opleggen als aan de toekomstige doctors in de

rechten. « De studiën voor het doctoraat in de rechten geven eene meer volledige juridische vorming dan de theoretische voorbereiding die tot het examen van candidaat-notaris leidt. Dit resultaat moet vooral toegeschreven worden aan het feit, dat de doctoren in de rechten de studie van het positief recht in zijn bestaanden en concreten vorm slechts aanvangen na eene tamelijk lange voorbereiding. En toch moet de notaris een rechtskundige kennis bezitten die zoo zeker is als die van den advocaat of van den rechter. Wij meenen zelfs dat de notaris, die geroepen is niet om reeds bestaande conflicten op te lossen, maar om ze te voorzien en te voorkomen, nog eene vollediger kennis moet bezitten van het recht ».

Aldus luidt het advies van professor Schicks in de merkwaardige redevoering welke hij uitgesproken heeft, in 1920, op het Congres der Notarissen van België. Dat is ook de meening van den bekwamen beroepsman, Notaris Van Isterbeek (*Préface au Traité-Formulaire de M. Schicks*, 1924, p. XXVII-XXIX).

Na zijne candidatuur, zal de leerling vrij zijne specialiteit kiezen : hij zal het doctoraat in de rechten nemen, indien hij de balie of de magistratuur verkiest ; hij zal het licentiaat in het notariaat nemen, indien het ambt van notaris zijn voorkeur heeft.

Het licentiaat in het notariaat zal twee studie jaren omvatten. Het zal al de vakken behelzen van het moderne recht opgelegd aan de toekomstige notarissen door het ontwerp van den Senaat, behalve de geschiedkundige inleiding tot de studie van het burgerlijk recht, welke overgebracht wordt naar de candidatuur in de wijsbegeerte en letteren. Bovendien, zal dat licentiaat, indien de Kamer het amendement van uwe Middenafdeeling aanneemt, een nieuw vak bevatten, namelijk het internationaal privaatrecht. Ten slotte, zouden twee vakken van het programma eenigerwijs worden uitgebreid.

Het internationaal privaatrecht werd tot nog toe onderwezen, en uwe Middenafdeeling stelt eenvoudig voor het op het programma te behouden. « Een belangrijk feit, schrijft de heer Van Isterbeek (*Aangehaalde inleiding*, bl. XX), trekt de aandacht, namelijk het steeds stijgend getal van de betrekkingen tusschen burgers van verschillende landen, hetgeen het gevolg is van de verspreiding der kapitalen, de toeneming der fortuinen, de economische en commercieele uitbreiding der volken ; de interpenetratie onder al de landen wordt van dag tot dag sterker, daar zij begunstigd wordt door de uitbreiding van de groote verkeersmiddelen : zeevaartroutes, spoorwegen, telegraphen. En daarom is de kennis van het internationaal privaatrecht onontbeerlijk geworden voor de beoefenaars van het recht ».

Anderzijds, zou het noodig zijn het notarieel administratief recht, dat op het programma voorkomt, eenigszins uit te breiden ; men zou het heeten *Begrippen van Staats- en administratief recht, en het notarieel administratief recht* (welken die...). Het schijnt inderdaad noodzakelijk dat de notaris ten minste zekere begrippen bezit over de wetgevende en de uitvoerende macht met bovendien de kennis van het administratief recht, die hoofdzakelijk vereischt wordt voor de uitoefening van zijn ambt.

Wat de burgerlijke rechtspleging betreft, daar zou dezelfde wijziging gewenscht zijn. Deze cursus zou heeten : *Begrippen van de rechterlijke inrichting, van de bevoegdheid en van de rechtspleging, en de burgerlijke rechtspleging in verband met het notariaat* (welken...). De notaris komt in betrekking met de rechtbanken bij gelegenheid van erfopvolgingen, testamenten, het zegel leggen, inventarissen, huwelijken en huwelijkscontracten ; sommige uitvoeringsmaatregelen eischen zijne tusschenkomst. Tal van notarissen zijn plaatsvervangend vrederechter. Zij moeten dus niet volkomen onbekend zijn met de inrichting van

de rechterlijke macht en met de bevoegdheid der verschillende rechtsmachten.

Er valt op te merken dat er geen sprake van is twee nieuwe leergangen in te richten, maar eenvoudig : twee bestaande leergangen te doen voorafgaan door eenige lessen ter algemeene inleiding, gewijd aan het staatsrecht, eenerzijds, en aan de rechterlijke inrichting, anderzijds.

3. — DE WIJSBEGEERTE EN LETTEREN, DE WETENSCHAPPEN EN HET EXAMEN VAN GEAGGREGEERDE VAN IN HET MIDDELBAAR ONDERWIJS VAN DEN HOGEREN RAAD.

Thans omvatten de doctoraten in de wijsbegeerte en letteren en in de wetenschappen twee studie jaren, eene inaugureele verhandeling en, voor de kandidaten voor het middelbaar onderwijs, een of twee openbare lessen. Krachtens het door den Senaat overgemaakt ontwerp, zal men voortaan moeten onderscheiden het licentiaat, het doctoraat en het examen van geaggregeerde van het middelbaar onderwijs van den hooger grad. Het licentiaat zal ten minste twee studie jaren omvatten en eene geschreven of gedrukte verhandeling (art. 6 in fine en art. 10 in fine). Het doctoraat kan slechts worden verkregen ten minste één jaar na het bekomen van het diploma van licentiaat, mits het indienen van een oorspronkelijk proefschrift of van eene stelling (art. 12). De pedagogische vorming van den toekomstigen leeraar zou voltooid worden door de instelling van een nieuwen grad, dien van geaggregeerde van het middelbaar onderwijs van den hooger grad, die ten minste één semester studie zou omvatten, een proeftijd van denzelfden duur in een middelbaar onderwijsinrichting door de universiteit erkend, en twee openbare lessen (art. 11).

Dit stelsel is nieuw in twee opzichten : het onderscheid tusschen het licentiaat en het doctoraat, en de instelling van den proeftijd.

Het tegenwoordig doctoraat komt overeen met het nieuw licentiaat, dat onder dezelfde voorwaarden zal verleend worden : het omvat het opstellen van eene verhandeling aan het slot van het tweede studiejaar. « Onder het tegenwoordig stelsel, zegt de Toelichting, zijn vele proefschriften middelmatig, en het zou een wreedheid zijn den doctorstitel te weigeren aan den steller van een onvoldoend proefschrift, vermits de doctorstitel van al de leeraars van het middelbaar onderwijs wordt vereischt ». Tegen deze bewering van de Memorie van Toelichting rees protest op : de professoren in de wijsbegeerte en in de wetenschappen houden staande dat het hun nooit zal gebeuren een *recipiendus*, wiens proefschrift niet een ernstig en persoonlijk werk is, tot doctor uit te roepen. Zij vreezen dat het onderscheid, dat door het ontwerp gemaakt is, tot gevolg zal hebben de waarde van deze proefschriften te verminderen, vermits in de toekomst het *origineele* proefschrift alleen nog zal moeten geëischt worden van de doctors, terwijl de licentiaten zich mogen tevreden stellen met eene eenvoudige *verhandeling*. Men mag zich niet tevreden stellen met een eenvoudig opstel : niemand moet bekwaam geacht worden voor het middelbaar onderwijs, zoo hij niet in staat is een persoonlijk werk van zekeren omvang te leveren.

Anderzijds, is het te hopen dat het getal doctors niet al te gering zal zijn. De Toelichting zegt wel dat, om de leeraars van het middelbaar onderwijs aan te moedigen den grad van doctor te behalen, de Regeering er aan denkt in de toekomst de plaatsen van leeraar in de hogere klassen van de *athenea* voor te behouden aan de kandidaten die de proef van het doctoraat zullen hebben afgelegd; zij voegt er bij dat zekere stoffelijke voordeelen hun zullen toegekend

worden. Dat is zeker van belang, en de Middenafdeeling hoopt dat de Regeering het zal doorzetten. Wordt het doctoraat niet sterk aangemoedigd, dan zal het een luxe-titel worden, waarin de toekomstige leeraars van het middelbaar onderwijs, verhinderd als ze zijn in hun levensonderhoud te voorzien, niet het minste belang zullen stellen.

De belangrijkste nieuwigheid is de instelling van den graad van geaggregeerde van het middelbaar onderwijs van den hooger en graad. De Memorië van Toelichting klaagt over de onvoldoende pedagogische voorbereiding van de toekomstige leeraars. « Terwijl de toekomstige onderwijzer gevormd wordt door drie jaren bijzonder onderwijs met cursussen in de methodiek, in de pedagogiek en met praktische lessen, op de lagere school, onder leiding van een meester, heeft de wet van 1890-1891 niets dergelijks voorzien ten behoeve van de toekomstige leeraars van het middelbaar onderwijs zoowel voor de letterkundige als voor de wetenschappelijke vakken ». Dit is niet heelemaal juist, vermits de wet van 1890-1891 nadrukkelijk een cursus in de geschiedenis der opvoedkunde, een cursus in de methodeleer en een of twee openbare lessen voorschrijft. Wat men wel mag zeggen is, dat de pedagogische voorbereiding degelijker moet zijn. Over dit beginsel is men het volkomen eens.

De praktische verwezenlijking blijft dan nog over. De heer Gravis, gewezen rector van de Universiteit te Luik, en professor in de wetenschappen, eischt een proeftijd van één jaar, en zou willen doen vaststellen dat het pedagogische jaar en het jaar gewijd aan de voorbereiding van de doctorsthesis altijd gescheiden zullen blijven. Dit is overdreven en het zou de dood zijn van het doctoraat.

Het ontwerp eischt eene proef over de opvoedkunde, de geschiedenis van de opvoedkunde, de algemeene methodeleer en de bijzondere methodeleer der vakken die op het programma van de athenea vermeld staan. Deze vakken moeten ten minste een half jaar beslaan in de studiën. Het ontwerp voorziet bovendien een proeftijd van denzelfden duur in eene inrichting van middelbaar onderwijs die door de Universiteit wordt aangenomen. Over de regeling van dezen proeftijd zwijgt het ontwerp: het leert ons eenvoudig dat hij moet vastgesteld worden door een getuigschrift afgeleverd en geteekend door het hoofd van de onderwijsinstelling en bovendien behoorlijk gelegaliseerd.

Wij zijn niet overtuigd van de doeltreffendheid van deze regeling. Jaarlijks leveren onze vier universiteiten meer dan honderd doctoren in de wetenschappen en in de wijsbegeerte en letteren. (Bij wijze van aanduiding vermelden wij dat Leuven er 38 telde in 1921-22 en 47 in 1924-25.) Vermits de student cursussen moet volgen tijdens het half jaar stage, zal men practischerwijs deze jonge lieden moeten verdeelen over de instellingen van middelbaar onderwijs der stad waar zij de cursussen volgen. Dit zal leiden tot belemmering, zooniet tot versterking in deze inrichtingen.

Om een goede stage te doen, moet er een goede meester en een goede stagedoener zijn. In onze athenea zijn er uitstekende leeraars en ook middelmatige. Deze laatsten zullen aan den stagedoener niets leeren. Laten wij dus over de eersten spreken: niet allen zijn goed van aard en niet allen zullen bereid zijn een jongeling op te leiden die morgen een mededinger kan worden. Anderzijds, moet de leeraar zijne eigene plichten niet overzetten op den stagedoener: dit zou het onderwijs schaden. Ook mag men zeggen dat de jonge doctoren licht de ouderen voor onwetenden houden en de waarde der ervaring onderschatten. Prefect of bestuurder van de onderwijsinrichting zullen de stagedoeners met leede oogen zien; men zal ze hun moeten opdringen: de tucht zaler onder

lijden en weldra zal de goede wil ontbreken. Dan zal gebeuren wat men thans betreuren moet in zake stage der candidaat-notarissen : het hoofd der inrichting zal er soms belang bij vinden getuigschriften... uit inschikkelijkheid af te leveren.

Waarom kan, ten andere, de pedagogische voorbereiding niet samengaan met de wetenschappelijke voorbereiding? Geneesheer en apotheker doen hun proeftijd terwijl zij op studie zijn. Men heeft de pedagogische voorbereiding van de onderwijzers geprezen. Welnu, deze voorbereiding geschiedt in den loop zelf van de studiën, en onder de leiding van den leeraar in de pedagogiek, in eene oefenschool verbonden aan de normaalschool. Dit stelsel zou in dezen moeten toegepast worden. Daar is niets nieuws aan. Het werd te Leuven ingevoerd door wijlen professor Collard die het als volgt beschrijft : « De Universiteit van Leuven heeft, van af de eerste dagen van de toepassing der wet van 1890-1891, hare oefenschool gehad; namelijk het Sint-Pietercollege, waar de studenten gaan les geven gedurende twee jaar, in de verschillende klassen, onder het toezicht in de hun professor van pedagogiek... De didactische oefeningen, onder de leiding van hun professor in de methodiek, vertoonen onlegensprekelijk eene eenheid en een samenhang die men met den proeftijd niet kan bekomen ; zij doen een wedijver ontstaan die de stagiaires in het atheneum niet vinden ; zij geven eene vluggere, gemakkelijker en grondigere inwijding in de practijk, dank zij de besprekingen van de lessen, die allernuttigst zijn voor den jongen leeraar die de les gegeven heeft en voor de andere studenten die, er naar geluisterd hebben. De critiek van de lessen, die hoofdzaak is, is niet gemakkelijk ; zij vergt een zeer verstandig en zeer ervaren meester. » (Zie : *La préparation professionnelle des docteurs en philosophie et lettres* ; en artikel 12 van het wetsontwerp van Minister Nolf).

Dit stelsel schijnt ons uitstekend. De toekomstige leeraars van het middelbaar onderwijs (letterkundige vakken en wetenschappelijke vakken), zouden aan de Universiteit zelf hunne theoretische vorming en hunne practische vorming krijgen. De didactische oefeningen zouden gedurende ten minste een jaar onder de leiding van den professor in de pedagogiek, in een atheneum, een college of eene middelbare school gehouden worden. Het is niet goed dat de professoren van onze universiteiten geen belang stellen in de beroepsopleiding van hunne studenten, en deze op den rug schuiven van de leeraars van het middelbaar onderwijs die voor deze taak niet voor bereid zijn en er niets voor voelen.

Artikel 11 van de wet zou als volgt gesteld worden :

« Het examen voor elk der graden van geaggregeerde van het middelbaar onderwijs van den hooger graden omvat :

- 1° De proefondervindelijke opvoedkunde;
- 2°... 3°... 4°... (zooals in het ontwerp).

Niemand kan zich aanmelden voor dit examen zoo hij niet door een getuig-schrift bewijst dat hij gedurende ten minste één jaar, onder de leiding van zijn professor in de methodenleer, didactische oefeningen heeft gevolgd in een inrichting van middelbaar onderwijs.

De recipiendi moeten in 't openbaar twee lessen geven... (zooals in het ontwerp).

Het examen voor den graad van geaggregeerde mag afgelegd worden gelijktijdig met het examen voor den graad van licentiaat.

Wij zullen deze paragraaf aanvullen met enkele beschouwingen omtrent de examen-vakken.

Wijsbegeerte en Letteren (Art. 5 en 6).

Wij hebben hierboven aangedrongen op de noodzakelijkheid van een cursus in de geschiedkundige critiek. Deze leergang wordt in de candidatuur alleen gegeven aan de studenten in de geschiedenis. Hij moet op het programma staan van al de specialiteiten in de wijsbegeerte en letteren, hetzij waar het de eigenlijke wijsbegeerte betreft (art. 5, II, A), de geschiedenis (art. 5, II, B), of de classieke (art. 5, II, C), de Romaansche (art. 5, II, D) of de Germaansche philologie (art. 5, II, E). Men kan er toe komen, met in de serie van de gemeenschappelijke leergangen den cursus over te brengen die vermeld staat in artikel 5, II, B, onder n^o 11.

Anderzijds, schijnt het overdreven de vertaling en de verklaring van de Latijnsche schrijvers op te leggen aan de recipiendi die zich voorbereiden tot de studie van de *Germaansche philologie* : deze leergang, ingeschreven onder artikel 5, II, 1^o zou overgebracht worden naar de bijzondere cursussen van de afdelingen A, B, C, en D. Niemand betwist het nut, voor den germanist, de Latijnsche taal en schrijvers degelijk te kennen, maar 't is vooral noodig dat hij den tijd hebbe zich de Nederlandsche, de Duitsche, de Engelsche taal eigen te maken. De bijkomende studie van het Latijn mag hem niet beletten zijn tijd te besteden aan het voorwerp van zijn specialiteit : het Nederlandsch, het Engelsch en het Duitsch.

De recipiendi, die zich voorbereiden tot de *Classieke philologie*, moeten, krachtens het ontwerp, in de candidatuur, de geschiedenis van de Fransche litteratuur leeren, terwijl andere recipiendi de Nederlandsche letterkunde mogen kiezen. Hier moet men dezelfde vrijheid laten en zeggen, in artikel 5, II, C, 8^o : de geschiedenis van de Fransche letterkunde of van de Nederlandsche letterkunde ; vervolgens in 9^o : een overzicht van de geschiedenis der voornaamste moderne letterkonden en namelijk van die der Nederlandsche of Fransche letterkunde die niet behoorde bij de proef voorzien in n^o 8. Als gevolg, zou men in artikel 6, C, II, 8^o licentiaat, moeten bijvoegen de woorden « van Fransche of Nederlandsche schrijvers ».

De Classieke philologie is overladen met een anderen leergang die niet tot de specialiteit van de candidaten behoort, de verklaring van Fransche schrijvers (artikel 5, II, C, 12^o). Wij laten hem wegvallen.

De verplichte studie van de geschiedenis der wijsbegeerte, kan voor de classieke philologie (art. 6, C, I, 6^o) beperkt worden tot de wijsbegeerte der *oudheid* zooals dit thans het geval is (art. 14, C, 3^o der wet van 1890-1891) ; voor de Romaansche philologie (art. 6, D, I, 7^o) en voor de Germaansche philologie (art. 6, E, I, 6^o), tot de moderne wijsbegeerte (art. 14, D en E, 7^o der wet van 1890-1891).

De Middenafdeeling heeft, voor al de vakken der wijsbegeerte en letteren, een verplichten elementairen leergang in de kunstgeschiedenis ingevoerd in de candidatuur, keuze in de vakken kunstgeschiedenis en de geschiedenis der muziek in het licentiaat. De toekomstige leeraars van het middelbaar onderwijs moeten even goed de geschiedenis van de kunst als de geschiedenis van de letterkunde kennen. Bij de bespreking, in den Senaat, heeft de heer Van Overbergh reeds gewezen op deze leemte, die zoo spoedig mogelijk moet worden aangevuld. (*Hand. Sen.*, 28 Januari 1925, bl. 351).

Wetenschappen (art. 9 en 10)

Enkele kleine wijzigingen moeten aangebracht worden in de opsomming van de leergangen van de candidatuur (art. 9) :

I. (*Wis- en natuurkundige wetenschappen*) : Daar de leergangen in de candidatuur ten doel hebben den student eene algemeene voorbereiding te geven, is het noodig ze in zoo ruim mogelijken zin aan te geven. Daarom is het beter te zeggen in 6° : De beginselen der sterrenkunde en der geodesie, in plaats van : physische sterrenkunde. In 7° : De algemeene natuurkunde en de beginselen der theoretische en wiskundige natuurkunde, in plaats van : de algemeene natuurkunde. (De voorgestelde tekst staat reeds in artikel 17, 9°).

II. (*Scheikundige wetenschappen*) :

In 4°. De beginselen der analytische meetkunde, der infinitesimaalanalyse en der analytische mechanica. (Van al de onderdeelen van dien leergang worden alleen de beginselen aangeleerd).

In 5°. De beginselen der algemeene, *plantkundige* en *dierkundige* biologie.

In 7°. De beginselen der delfstofkunde, der aardkunde en der *physische aardrijkskunde*. (De delfstofkunde veronderstelt als gekend zijnde zekere begrippen van aardkunde en van physische aardrijkskunde). De leergang staat reeds aldus in den tekst, in IV, 7°.

III. (*Aardkundige en delfstofkundige wetenschappen*) :

Een 7° bijvoegen : *De beginselen der delfstofkunde, der aardkunde en der physische aardrijkskunde*. Deze leergang is het fundamenteele vak van die specialiteit. Het is niet te begrijpen hoe hij is weggevallen, terwijl hij aangeduid is op het programma der scheikundigen.

Over de leergangen van het licentiaat (art. 10) dienen enkele opmerkingen gemaakt :

I. (*Wiskundige wetenschappen*) :

Grondige proef : Te lezen als volgt :

c) De sterrenkunde en de geodesie.

e) De analytische mechanica en de mechanica der hemellichamen.

De specialisten zijn het eens om deze wijziging van den tekst te vragen.

II. (*Natuurkundige wetenschappen*) :

In 7° Keuze-vakken :

e) Een *f*^{his} toevoegen : *De spectroscopie en de astrophysica*.

Men stelt, daarenboven, voor er bij te voegen *h*) : *De statistische mechanica*.

IV. (*Aardkundige en delfstofkundige wetenschappen*) :

In 5° te lezen : *De aardkunde*.

Bij de grondige proeven :

In c : *De zuivere aardkunde*.

In g : *De toegepaste aardkunde*.

VII. (*Aardrijkskundige wetenschappen*) :

Bij de grondige proeven, bijvoegen :

a) *De physica van den aardbol en de meteorologie.*

4. — GENEESKUNDIGE WETENSCHAPPEN (art. 13 tot 16).

Dit gedeelte van het wetsontwerp heeft slechts tot een enkele opmerking aanleiding gegeven : zij betreft het licentiaat in de tandheelkunde.

Licentiaat in de tandheelkunde (art. 13 en 51). Het wetsontwerp beantwoordt aan het verlangen uitgedrukt door den Verbeteringsraad voor het hooger onderwijs en voert den graad in van licentiaat in de tandheelkunde (art. 13), die drie studie jaren omvat van de candidatuur in de wetenschappen en in de geneeskunde en twee jaren speciale studiën. Het verslag van den Senaat zegt dienaangaande :

« Uwe Commissie heeft den wensch geuit dat al wat in verband staat met die kunst en feitelijk bij de genees- en heelkunde behoort, voortaan tot de bevoegdheid zou behooren van het Departement van Kunsten en Wetenschappen in plaats van, ten titel van hygiëne, te hooren bij het Departement van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid. Want met verbazing heeft zij vastgesteld dat dit laatste departement voortgaat, *de aflevering toe te laten, van vergunningen tot het uitoefenen der tandheelkunde, na een bondig onderzoek zonder eenigen wetenschappelijken waarborg.* Het geldt hier echter ziekten waarvan de behandeling ernstige geneeskundige kennis vergt en niet enkel wat handigheid als « werktuigkundige ». Men zou onze bevolking, vooral de arbeiders en die van het platteland, aan de ernstigste ongevallen blootstellen, moest men hen overlaten aan die primaire praktijks waaronder vele kwakzalvers voorkomen. »

De Regeering stelde eene schikking voor luidende als volgt :

« *Gedurende de twee jaren volgende op het van kracht worden dezer wet, kunnen de provinciale geneeskundige commissiën, overeenkomstig artikel 4 der wet van 2 Maart 1818 op de uitoefening der geneeskunde, voortgaan getuigschriften van bevoegdheid af te leveren aan hen die houder zijn van het diploma van candidaat in de genees-, heel- en verloskunde en wenschen tot het beroep van tandarts te worden toegelaten.* » (Art. 51.)

Het voorstel werd zonder bespreking in den Senaat goedgekeurd. Sedert dien tijd, hebben de vakgroepeerings, en namelijk de Algemeene Vereeniging der Belgische tandartsen aanmerkingen gemaakt op dit gedeelte van het ontwerp. Zij verklaren het volgende : Zoo vroeger de verleening van getuigschriften met al te veel gemak geschiedde, dan is thans het werkelijk gevaar dat het beroep van tandheelkundige uitgeoefend wordt door de talloze *niet gediplomeerde* mecaniciens en technische bewerkers, aan wie de rechtspraak, in zekere mate, het recht verleent om zich met tandheelkundige prothese bezig te houden. Het getal der niet gediplomeerden is voortdurend vermeerderd, naar gelang men de verkrijging van het diploma moeilijker heeft gemaakt en vooral sedert men, als voorafgaande voorwaarde, het diploma geëischt heeft van candidaat in de geneeskundige wetenschappen. De moeilijkheid is grooter (vijf studie jaren) en de graad kan alleen nog verleend worden door de Universiteiten, zoodat men een nieuwe uitbreiding moet vreezen der niet wettelijke uitoefening van het beroep van tandheelkundige. Het gelijkstellen van deze kunst met de geneeskundige

wetenschap zou trapsgewijs en voorzichtig moeten geschieden. Dit is het standpunt van de tandartsen.

De voorstellen der tandheelkundigen komen hoofdzakelijk hierop neer : vermindering van het getal der voorbereidende jaren op twee en verlichting van de programma's ; afschaffing van het monopolie der universiteiten en toelating voor de tandheelkundige scholen om de toekomstige licentiaten voor te bereiden.

Deze amendementen hebben de goedkeuring van uwe Middenafdeeling niet weggedragen : wanneer het licentiaat in de tandheelkunde een academische graad wordt — en dit is noodig met het oog op de volksgezondheid — dan mag hij alleen verleend worden door de Universiteiten en door de Commissies, door de Regeering ingesteld. Men zou een amendement kunnen aanvaarden strekkende tot verlenging van het overgangsregime, zoo de noodzakelijkheid er van, bewezen werd.

5. — DE STUDIËN VAN INGENIEUR (art. 17 tot 19).

Tot nog toe, erkende de wet slechts twee graden van ingenieur, die van burgerlijk mijningenieur en die van burgerlijk bouwkundig ingenieur. (Wet van 1890-1891, art. 27 en 28). Deze regeling was echter te beperkt, en de ontwikkeling van de techniek had, benevens de wettelijke graden, tal van niet-wettelijke graden doen ontstaan, die door de Universiteiten zelf werden ingesteld.

Het was noodzakelijk geworden de wet aan te passen aan de normale noodwendigheden van de nijverheidslakken en het bestuur. Dit kon worden bereikt op tweeërlei wijze. Men kon namelijk een eenigen graad van burgerlijk ingenieur instellen, die na vijf jaren studie kon verkregen worden. De wet zou een zeker getal vakken als verplichtend voor allen bepalen. Bij dit programma zouden aanvullende vakken worden gevoegd, verschillend volgens de specialiteiten, en bepaald door de faculteiten onder dezer verantwoordelijkheid. De gedachte had aanleiding gegeven tot het wetsvoorstel dat, op 12 Juli 1922, door de heeren Hymans, Helleputte en Destrée ter Kamer werd ingediend. In de Memorie van Toelichting werd dit stelsel geweerd, omdat het alde vereischte waarborgen niet scheen op te leveren ; en de Senaatscommissie was van hetzelfde gevoelen, want, zegt het verslag, indien de wetenschappelijke mededinging op zichzelf eene uitstekende zaak is, dan moet men anderzijds vermijden dat deze mededinging den tegenovergestelden uitslag hebbe ten nadeele van de waarde der diploma's.

Het wetsontwerp huldigt eene andere methode. Ten grondslag van de studiën van ingenieur, stelt het eene gemeenschappelijke candidatuur van twee jaren. Daarna komen drie jaren gespecialiseerde studiën die leiden tot acht verschillende wettelijke diploma's, welke aan de verschillende noodwendigheden van de moderne nijverheid beantwoorden. De « Société belge des Ingénieurs et des Industriels » zou liever gezien hebben dat het getal wettelijke graden van ingenieur niet bepaald werd, zoodat de inrichting der studiën de vereischte lenigheid bezat om zich aan te passen aan elken nieuwen eisch van de industrie. Daarop werd geantwoord, dat de kaders van het programma derwijze waren opgesteld, dat zij voldoende ruimte lieten aan de betrokken onderwijsinrichtingen en dat, anderzijds, desgevallend artikel 22 der wet aan den Koning de machtiging liet het programma te wijzigen om het in overeenstemming te brengen met de nieuwe eischen.

Besprekingen vonden ook plaats betreffende de gelijkstelling van het eind-diploma van de Oefenschool der Artillerie en der Genie met de wettelijke graden

van ingenieur. De quaestie werd in den Senaat opgeworpen door den Heer Gillain. (*Handelingen, Senaat*, 29 Januari 1923, bl. 373-375). Zij wordt geregeld door art. 21, alinea's 3 en 4 : de graad van onderluitenant-leerling bij de Oefenschool (Artillerie en Genie) wordt gelijkgesteld met den graad van candidaat-ingenieur; de officiers der artillerie of der genie, gekomen uit de Oefenschool, kunnen worden toegelaten tot eene aanvullende proef voor het verkrijgen van den graad van burgerlijk ingenieur, zonder te worden ondervraagd over de vakken die voorkomen in hunne examens van de Oefenschool. (Vergelijk den Heer Nolf, *Hand. Senaat*, 4 Februari 1923, bl. 404).

Het programma der leergangen geeft aanleiding tot enkele opmerkingen :

Art. 17. (Graad van burgerlijk ingenieur) :

Op n^o 10 lezen : de algemeene scheikunde en de beginselen der physische scheikunde.

Art. 18 (Graden van ingenieur) :

Bij den aanvang van het artikel, lezen als volgt : De examens voor de verschillende graden van *burgerlijk* ingenieur omvatten...

II. (Bijzondere vakken).

A. 2^o De plaatsbeschrijving met inbegrip van *de ondergrondse plaatsbeschrijving*.

C. 3^o De physico-chemie, *met inbegrip van de thermo- en de electrochemie*.

Aan artikel 18 de volgende alinea toevoegen :

« De candidaten van de groepen E en F kunnen zich laten ondervragen over de vakken van die twee groepen. Zij die van dit recht gebruik maken, hebben de keuze, voor het werk waarvan sprake is in het vorig lid, tusschen de vakken van een of ander dezer groepen. Zoo zij slagen, verleent het diploma hun den graad van burgerlijk ingenieur voor ieder dezer groepen. »

Bij de bespreking die in den Senaat aan de stemming over artikel 18 voorafging, had men reeds terecht doen opmerken dat de examens voor de graden van burgerlijk electrotechnisch ingenieur en van burgerlijk werktuigkundig ingenieur schier dezelfde zijn. Men had dus gevraagd de recipiendi, die zulks verlangen, toe te laten ondervraagd te worden over de vakken der twee groepen om deze twee graden tegelijkertijd te bekomen.

De heer Nolf, Minister van Kunsten en Wetenschappen, erkende dat deze vraag verdiende in aanmerking genomen te worden en hij voegde er aan toe : dat men later zou onderzoeken op welke wijze dit vraagstuk ten beste voor allen kon worden geregeld. (*Handel. Senaat*, 4 Februari 1923, bl. 403).

Bovenstaand amendement, dat in overleg met de Regeering werd voorgesteld, bekam de goedkeuring van de betrokken professoren onzer verschillende technische faculteiten. De bepaling is trouwens geene nieuwigheid. Eene dergelijke bepaling komt voor in artikel 16 der wet van 1890-1891; zij wordt door het behandelde wetsontwerp gehandhaafd (slotalinea van art. 7) : zij laat toe de graden van doctor in de rechten en van candidaat-notaris (licentiaat in het notariaat) tegelijkertijd toe te kennen.

6. — GEAGGREGEEDE VAN HET HOOGER ONDERWIJS.

Deze graad — aldus de Memorie van Toelichting — wordt ingesteld om de

meerbegaafden onder de studenten aan te zetten zich op wetenschappelijke navorschingen toe te leggen. Om dat doel te bereiken en met het oog op den hoogst wetenschappelijken aard van den nieuwen graad, moet *het drukken* van het proefschrift worden geëischt.

IV. — DE EXAMENCOMMISSIES.

ART. 24. — Sedert het ontwerp door den Senaat werd goedgekeurd, hebben twee wetten van 21 Juni 1926 het recht om sommige diploma's af te leveren geregeld voor de Mijnbouwschool van Bergen en voor de Faculteiten van het Sint-Aloysiusinstituut te Brussel en het Collège « Notre-Dame de la Paix », te Namen.

De tekst betreffende de Mijnbouwschool van Bergen luidt :

« ART. 1. — Wat betreft het toekennen van de academische graden van candidaat-ingenieur en van burgerlijk mijningenieur, geniet de School voor mijnbouw en metaalbewerking, te Bergen, technische faculteit voor Hengou, de voorrechten verleend aan de universiteiten door de wet van 10 April 1890 — 3 Juli 1891.

» ART. 2. — De Minister van Kunsten en Wetenschappen benoemt ten minste een vierde der leden van den beheerraad dier school ».

De tekst betreffende het Sint-Aloysiusinstituut en het « Collège Notre-Dame de la Paix » luidt als volgt :

« EENIG ARTIKEL. — Artikel 34 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 op het toekennen van de academische graden en het programma der universitaire examens wordt vervangen door de volgende bepalingen :

» De jury's ingesteld door de Regeering omvatten eene centrale jury voor dewelke kan verschijnen alwie verlangt een academischen graad te bekomen, alsmede bijzondere jury's, elk jaar ingesteld voor het Sint-Aloysiusgesticht, te Brussel, voor het « Collège Notre-Dame de la Paix » te Namen, en, desnoods, voor andere bepaalde gestichten. Die bijzondere jury's zijn uitsluitend voorbehouden voor de leerlingen der gestichten, ten behoeve waarvan zij worden ingesteld.

De getuigschriften en de diploma's uitgereikt aan de leerlingen van het Sint-Aloysiusgesticht, te Brussel, en het « Collège Notre-Dame de la Paix », te Namen, worden namens die gestichten uitgereikt. »

Het is klaar dat de thans behandelde wet niet stilzwijgend den toestand mag voorbijgaan van de hierboven bedoelde inrichtingen. De Mijnbouwschool van Bergen vormt niet enkel burgerlijke mijningenieurs, maar ook burgerlijke metaalkundige ingenieurs. Doch de tekst betreffende de bedoelde faculteiten komt op artikel 34 der wet van 1890-1891 : het ontwerp echter trekt dit artikel in (art. 54 van het ontwerp). Een nieuwe bepaling wordt dus vereischt.

Toen de heer Huysmans Minister van Kunsten en Wetenschappen was, had hij een nieuw wetsontwerp op de academische graden in gereedheid gebracht. Dit ontwerp regelde den toestand van de Mijnbouwschool van Bergen en verleende de autonomie aan de Faculteiten van Brussel en Namen. De Memorie van Toelichting welke de maker er van ons bereidwillig heeft medegedeeld, luidde op dat stuk als volgt :

« De Regeering is van gevoelen dat de regeling van de School voor mijnbouw en metaalbewerking van Bergen ook dient toegepast te worden op het Sint-Aloysiusinstituut en op het « Collège Notre-Dame de la Paix ». Deze inrichtingen zouden dus gemachtigd worden voortaan, op hun eigen verantwoordelijkheid, aan hunne leerlingen, na examens afgelegd voor commissies uitsluitend uit hunne professoren samengesteld, de diploma's af te leveren, welke zij feitelijk sedert 1890 uitreiken.

« Het is nochtans niet uitgesloten dat deze inrichtingen, om aan hunne diploma's een meer « officieel » karakter te geven, zouden wenschen dat de Staat in zekere mate zich bemoeide met de samenstelling van hunne commissies. Om die reden wordt in den op artikel 24 voorgestelden tekst voorzien, dat deze commissies kunnen voorgezeten worden door een afgevaardigde van de Regeering.

« ... Uit de Faculteit der wetenschappen van « Notre-Dame de la Paix » komen elk jaar een tamelijk groot getal kandidaten in de natuurwetenschappen, die zich tot de geneeskunde voorbereiden. Vermits deze graad in het ontwerp van den Senaat verdwijnt..., schijnt het redelijk aan deze inrichting de machtiging te verleen en om voortaan den nieuwen graad van candidaat in de natuur- en geneeskundige wetenschappen toe te kennen. »

Uwe Middenafdeeling stelt U voor, den tekst van den heer Huysmans aan te nemen.

Daarenboven, stelde zij u, ingevolge daarvan voor, artikel 19 te laten wegvallen, aangezien, in dit stelsel, de bepaling, welke het voorwerp van dit artikel uitmaakt, geen reden van bestaan meer heeft en, overal, de woorden « school... gelijkgesteld » te vervangen door « inrichtingen... gelijkgesteld ».

Art. 36. — Het recht van 20 frank voor de bekrachtiging der academische getuigschriften en diploma's werd op 40 frank gebracht bij artikel 3 van het Koninklijk besluit van 27 Augustus 1926, tot uitvoering der wet van 16 Juli 1926. Artikel 36 van het ontwerp moet dus gewijzigd worden met inachtneming van deze verhooging.

V. — MIDDELEN TER AANMOEDIGING.

De Minister van Kunsten en Wetenschappen heeft aan den verslaggever van uwe Middenafdeeling de volgende nota laten toekomen :

« De Ministerraad heeft machtiging verleend op de begrooting van mijn Departement, voor het dienstjaar 1928, de noodige credieten uit te trekken om het bedrag van de reisbeurzen, de studiebeurzen en de belooningen voor de universitaire wedstrijden te verhoogen. (*Gedr. St., Kamer, 1927-1928, n^o 89.*)

» Zeer waarschijnlijk, zullen de Kamers die verhoogingen goedkeuren. Dienvolgens, moeten de artikelen 45, 46 en 47 van het wetsontwerp als volgt gewijzigd worden :

» Art. 45. — Gouden eerepenningen ter waarde van 700 frank (in plaats van 200) met prijzen van 2,500 frank (in plaats van 800), in geld of in boeken, kunnen... verleend worden...

» Art. 46. — Tweehonderd beurzen van 2,500 frank (in plaats van 1.000) kunnen... verleend worden...

» Art. 47. — Veertien reisbeurzen van 23,000 frank (in plaats van 8,000), .

» U zoudt mij genoegen doen, Mijnheer de Volksvertegenwoordiger, de Middenafdeeling te verzoeken in overleg met de Regeering het initiatief van deze amendementen te willen nemen. »

De Middenafdeeling heeft aan dien wensch voldaan en heeft bedoelde amendementen bij de betrokken artikelen ingediend.

*
*
*

Onder voorbehoud van deze opmerkingen en mits goedkeuring van de amendementen, waarvan de tabel bij dit verslag is gevoegd, noodigt uwe Middenafdeeling U uit het wetsontwerp aan te nemen.

De Verslaggever,

E. VAN DIEVOET.

De Voorzitter,

E. BRUNET.

(92)

CHAMBRE
des Représentants

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI

sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

AMENDEMENTS PROPOSÉS
PAR LA SECTION CENTRALE.

ART. 2.

Faire précéder les mots : « à l'un des examens d'agrégé de... (etc.) des mots suivants : *sous réserve de ce qui est prévu à l'alinéa final de l'article 11 ci-après* ».

Aux mots : « à l'un des examens d'ingénieur » ajouter le mot : « civil ».

Ajouter *in fine* le mot : « civil ».

ART. 4.

Ajouter un alinéa rédigé comme suit :

Les jurys tiendront compte de l'aptitude du récipiendaire au travail personnel, principalement aux épreuves de licence, de doctorat et d'agrégation de l'enseignement supérieur.

ART. 5.

I. — (Doctorat en droit et licence en notariat.)

Libeller comme suit le n° 1° :

« 1° L'explication d'un auteur latin. »

WETSONTWERP

op het toekennen der academische graden, en het programma der universitaire examens.

AMENDEMENTEN
DOOR DE MIDDENAFDEELING
VOORGESTELD.

ART. 2.

De woorden : « tot een der examens van geaggregeerde van... » te doen voorafgaan door de woorden : « onder voorbehoud van het bepaalde bij de slot alinea van navolgend artikel 11. »

« tot een der examens van ingenieur », te lezen « burgerlijk ingenieur. »

In fine : « ingenieur » te lezen « burgerlijk ingenieur ».

ART. 4.

Het volgend lid toe te voegen :

De Commissies zullen rekening houden met de geschiktheid der recipiendi tot zelfstandig werken, inzonderheid bij de examens voor den graad van licentiaat, van doctor en van geaggregeerde van het hooger onderwijs.

ART. 5.

I — (Doctoraat in de rechten en licentiaat in het notariaat.)

N° 1 te doen luiden :

1° De verklaring van een Latijnschen schrijver.

Intercaler un 6^{bis} ainsi conçu :

6^{bis} *Des notions de critique historique ;*

Modifier comme suit le n° 9° :

9° La société et les institutions de l'antiquité classique.

Ajouter un n° 12^{bis} ainsi conçu :

12^{bis} *L'introduction historique au droit civil.*

II. — (Licence en philosophie et lettres) :

Supprimer le n° 1°.

Ajouter deux numéros nouveaux ainsi conçus :

7^{bis} *Des notions de critique historique ;*

7^{ter} *Des notions d'histoire de l'art et d'archéologie.*

Au littera A (Philosophie) :

Intercaler un n° 9^{bis} ainsi conçu :

9^{bis} *La traduction à livre ouvert d'un texte latin et l'explication d'un auteur latin.*

Au littera B (Histoire) :

Intercaler un n° 9^{bis} ainsi conçu :

9^{bis} *La traduction à livre ouvert d'un texte latin et l'explication d'un auteur latin.*

Supprimer le n° 11° (notions de critique historique).

Au littera C (Philologie classique).

Modifier comme suit les n° 8° et 9° :

8° *L'histoire de la littérature française ou celle de la littérature flamande ;*

9° *L'introduction à l'histoire des principales littératures modernes et notamment de celle des littératures flamande ou française qui n'a pas fait l'objet de l'épreuve prévue au n° 8°.*

Een n° 6^{bis} in te lasschen, luidende :

6^{bis} *Beginselen van de geschiedkundige critiek ;*

N° 9° te wijzigen als volgt :

9° *De maatschappij en de instellingen der classieke oudheid ;*

Een n° 12^{bis} toe te voegen, luidende :

12^{bis} *De geschiedkundige inleiding tot het burgerlijk recht.*

II. — (Licentiaat in de wijsbegeerte en letteren) :

Weg te laten n° 1°.

Twée nieuwe nummers toe te voegen, luidende :

7^{bis} *Beginselen van de geschiedkundige critiek.*

7^{ter} *Beginselen van de kunstgeschiedenis en de oudheidkunde.*

In littera A (Wijsbegeerte).

Een n° 9^{bis} in te lasschen, luidende :

9^{bis} *De vertaling, van het blad, van een Latijnschen tekst en de verklaring van een Latijnschen schrijver.*

Littera B (Geschiedenis) :

Een n° 9^{bis} in te lasschen, luidende :

9^{bis} *De vertaling, van het blad, van een Latijnschen tekst en de verklaring van een Latijnschen schrijver.*

Weg te laten 11° (Begrippen van de geschiedkundige critiek).

Littera C (Classieke Philologie).

De nrs 8° en 9° te wijzigen als volgt :

8° *De geschiedenis van de Fransche of die van de Nederlandsche letterkunde ;*

9° *De inleiding tot de geschiedenis van de voornaamste moderne letterkonden en, inzonderheid, van die der Nederlandsche of der Fransche letterkunde die het voorwerp niet was van de proef voorzien onder n° 8°,*

Intercaler un n° 9^{bis} ainsi conçu :

9^{bis} *La traduction à livre ouvert d'un texte latin et l'explication d'un auteur latin.*

Supprimer le n° 12°.

Libeller comme suit le n° 13° :

Des exercices *philologiques* sur la langue latine et sur la langue grecque.

Au littera D. (*Philologie romane*) :

Intercaler un n° 9^{bis} ainsi conçu :

9^{bis}. *La traduction à livre ouvert d'un texte latin et l'explication d'un auteur latin.*

Libeller comme suit le 13° :

13° Des exercices *philologiques* sur les langues romanes et spécialement le français.

Au litt. E (*Philologie germanique*) :

Rédiger comme suit l'alinéa final de l'article :

« Pour les examens prévus au II ci-dessus, le latin, le grec, les langues modernes ainsi que les exercices y mentionnés sont compris à la fois parmi les matières de la première et de la deuxième épreuve ».

ART. 6.

A. (*Philosophie*) :

Ajouter au II (cours à option) :

13° *L'archéologie et l'histoire de l'art dans l'antiquité, le moyen âge ou les temps modernes ;*

14° *L'histoire de la musique.*

B. (*Histoire*) :

Ajouter au II (cours à option) :

11° *L'histoire de la musique.*

Een n° 9^{bis} in te lasschen, luidende :

9^{bis} *De vertaling, van het blad, van een Latijnschen tekst en de verklaring van een Latijnschen schrijver.*

12° Weg te laten.

13° Te doen luiden :

Philologische oefeningen over de Latijnsche en over de Grieksche taal.

Littera D. (*Romaansche philologie*) :

Een 9^{bis} in te lasschen, luidende :

9^{bis}. *De vertaling, van het blad, van een Latijnschen tekst en de verklaring van een Latijnschen schrijver ;*

N° 13° te doen luiden :

13° *Philologische oefeningen over de Romaansche talen en inzonderheid het Fransch.*

Littera E. (*Germaansche philologie*) :

De slotalinea van het artikel te doen luiden :

« Voor de bij vorenvermeld II voorziene examens behooren het Latijn, het Grieksch, de moderne talen alsook de aldaar vermelde oefeningen, tevens tot de vakken van de eerste en van de tweede proef. »

ART. 6.

A. (*Wijsbegeerte*) :

Toe te voegen aan II (keuze-vakken) :

13° *De oudheidkunde en de geschiedenis der kunst in de oudheid, de middeleeuwen of de moderne tijden ;*

14° *De muziekgeschiedenis.*

B. (*Geschiedenis*) :

Aan II toe te voegen (keuze-vakken) :

11° *De muziekgeschiedenis :*

C. (*Philologie classique*) :

Au I (Cours obligatoires) **modifier comme suit** :

1° La grammaire comparée des *langues indo-européennes*, et spécialement la grammaire comparée du grec et du latin ;

6° L'histoire de la philosophie de l'antiquité :

Au II (*Cours à option*) **modifier et compléter comme suit** :

8° L'explication approfondie d'auteurs français ou flamands ;

9° La critique historique et son application à une période de l'histoire ;

10° L'histoire de la musique.

D. (*Philologie romane*).

Au I (Cours obligatoires) **modifier comme suit le n° 7** :

7° L'histoire de la philosophie moderne.

Ajouter au II (Cours à option) **ce qui suit** :

9°bis. L'archéologie et l'histoire de l'art dans l'antiquité, le moyen âge ou les temps modernes ;

9°ter. L'histoire de la musique.

E. (*Philologie germanique*) :

Modifier comme suit au I (cours obligatoire) :

6° L'histoire de la philosophie moderne ;

7° Le gotique.

Ajouter au II (cours à option) :

7°bis L'archéologie et l'histoire de l'art dans l'antiquité, le moyen âge ou les temps modernes ;

C. (*Classieke philologie*) :

I (Verplichte leergangen) **te wijzigen als volgt** :

1° De vergelijkende spraakkunst der *Indo-Germaansche talen* en, inzonderheid, de vergelijkende spraakkunst van het Grieksch en van het Latijn ;

6° De geschiedenis van de wijsbegeerte der *oudheid* ;

II (Keuze-vakken) **te wijzigen en aan te vullen als volgt** :

8° De grondige verklaring van Fransche of Nederlandsche schrijvers ;

9° De geschiedkundige critiek en hare toepassing op een tijdperk van de geschiedenis ;

10° De muziekgeschiedenis ;

D. (*Romaansche philologie*) :

In I (Verplichte leergangen) **te wijzigen als volgt n° 7°** :

7° De geschiedenis der *moderne wijsbegeerte*.

Aan II (Keuze-vakken) **toe te voegen hetgeen volgt** :

9°bis De *oudheidkunde* en de geschiedenis der kunst in de *oudheid*, de *middeleeuwen* of de *moderne tijden* ;

9°ter De muziekgeschiedenis.

E. (*Germuansche philologie*) :

In I (verplichte leergangen) **te wijzigen als volgt** :

6° De geschiedenis der *moderne wijsbegeerte* ;

7° *Hel Gotisch*.

Toe te voegen aan II (Keuze-vakken) :

7°bis De *oudheidkunde* en de geschiedenis der kunst in de *oudheid*, de *middeleeuwen* of de *moderne tijden* ;

7^o^{ter} *L'histoire de la musique.*

Au dernier alinéa de l'article, supprimer les mots : « manuscrit ou imprimé » et remplacer « quinze jours » par « un mois ».

Art. 7.

Supprimer le 1° et le 12°.

Intercaler au n° 13° ce qui suit :

- f^{bis} *Le droit commercial comparé ;*
- h^{bis} *Les assurances ;*
- h^{ter} *La philosophie du droit.*

Modifier le n° 14° comme suit :

Deux autres matières choisies par le récipiendaire parmi celles qui sont mentionnées au 13° ci-dessus ou, avec l'agrément du jury, parmi les matières qui figurent au programme de la faculté de droit ou d'autres facultés.

ART. 8.

Supprimer le 1°.

Libeller le 2° comme suit :

2° *des notions de droit public et administratif et le droit administratif notarial... (la suite comme au projet)*

Libeller le 3° comme suit :

3° *des notions d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, et la procédure civile... (la suite comme au projet).*

Libeller le 5° comme suit :

5° *Le droit commercial ;*

Intercaler un 7° bis ainsi conçu :

7° bis *Le droit international privé ;*

7^o^{ter} *De muziekgeschiedenis.*

In het laatste lid van het artikel de woorden : « geschreven of gedrukte » weg te laten en « veertien dagen » te vervangen door « een maand ».

Art. 7.

1° Valt weg, evenals 12°.

In n° 13° in te lasschen hetgeen volgt :

- f^{bis} *Het vergelijkend handelsrecht ;*
- h^{bis} *De verzekeringen ;*
- h^{ter} *De wijsbegeerte van het recht.*

N° 14° te wijzigen als volgt :

Twee andere vakken door den recipiendus gekozen onder die welke vermeld zijn bij n° 13° hierboven, of, met de toestemming der Commissie, welke behooren bij de studiën van de rechtsfaculteit of van andere faculteiten.

ART. 8.

1° Valt weg.

N° 2° te doen luiden :

2 « *Een overzicht van het staats- en het administratief recht en het notarieel administratief recht... (Het overige zooals in het ontwerp).*

3° te doen luiden :

3° *Een overzicht van de rechterlijke inrichting, van de bevoegdheid en van de rechtspleging, en de burgerlijke rechtspleging... Het overige zooals in het ontwerp.*

5 te doen luiden :

5° *Het handelsrecht.*

Een 7° bis in te lasschen, luidende :

7° bis *Het internationaal privaatrecht ;*

ART. 9.

Libeller comme suit :

I. (*Sciences mathématiques ou physiques*) :6° Les *éléments d'astronomie et de géodésie* ;7° La *physique générale, et les éléments de la physique théorique et mathématique* ;II. (*Sciences chimiques*) :4° Les *éléments de géométrie analytique, d'analyse infinitésimale et de mécanique analytique* ;5° Les *éléments de la biologie générale végétale et animale* ;7° Les *éléments de minéralogie, de géologie et de géographie physique*.III. (*Sciences géologiques et minéralogiques*) :4° Les *éléments de géométrie analytique, d'analyse infinitésimale et de mécanique analytique* ;

Ajouter au III :

7° Les *éléments de minéralogie, de géologie et de géographie physique*.

ART. 10.

I. (*Sciences mathématiques*) :Modifier comme suit les *litteras c et e* :c) l'*astronomie et la géodésie* ;e) la *mécanique analytique et la mécanique céleste*.II. (*Sciences physiques*) :

Au 7° ajouter :

(bis) la *spectroscopie et l'astrophysique* ;

ART. 9.

Te doen luiden :

1. (*Wis- of natuurkundige wetenschappen*) :6° De *beginselen der sterrenkunde en der geodesie* ;7° De *algemeene natuurkunde en de beginselen van de theoretische en wiskundige natuurkunde* ;II. (*Scheikundige wetenschappen*) :4° De *beginselen van de analytische meetkunde, van de infinitesimaalanalyse en van de analytische mechanica* ;5° De *beginselen van de plant- en dierkundige algemeene biologie* ;7° De *beginselen der delfstofkunde, der aardkunde en der physische aardrijkskunde*.III. (*Aardkundige en delfstofkundige wetenschappen*) :4° De *beginselen van de analytische meetkunde, van de infinitesimaalanalyse en van de analytische mechanica* ;

Aan III toe te voegen :

7° De *beginselen der delfstofkunde, der aardkunde en der physische aardrijkskunde*.

ART. 10.

I. (*Wiskundige wetenschappen*) :

Littera c en e te wijzigen als volgt :

c) De *sterrenkunde en de geodesie* ;e) De *analytische mechanica en de mechanica der hemellichamen*.II. (*Natuurkundige wetenschappen*) :

Aan 7° toe te voegen :

(bis) De *spectroscopie en de astrofysica*

h) *la mécanique statistique.*

IV. (*Sciences géologiques et minéralogiques*) :

Au 5°, dire : *la géologie.*

Modifier le n° 8° comme suit :

- c) *la géologie pure ;*
- g) *la géologie appliquée.*

VII. (*Sciences géographiques*):

Ajouter au n° 8° ce qui suit :

e) *la physique du globe et la météorologie.*

A l'avant-dernier alinéa de l'article supprimer : *manuscrit ou imprimé* ; au dernier alinéa remplacer « quinze jours » par « un mois ».

ART. 11.

A modifier comme suit :

L'examen pour chacun des grades d'agrégé de l'enseignement moyen du degré supérieur comprend :

1° *La pédagogie expérimentale ;*

2° ... 3° ... 4° ... (comme au projet).

Nul ne peut se présenter à cet examen s'il ne justifie, par certificat, qu'il a suivi, pendant un an au moins, sous la direction de son professeur de méthodologie, des exercices didactiques dans un établissement d'enseignement moyen.

Les récipiendaires doivent faire deux leçons publiques... (comme au projet.)

Ajouter :

L'examen pour le grade d'agrégé peut être subi en même temps que l'examen pour le grade de licencié.

h) *De statistische mechanica.*

IV. (*Aardkundige en delfstofkundige wetenschappen*) :

In 5°, te zeggen : *de aardkunde ;*

N° 8° te wijzigen als volgt :

- c) : *de zuivere aardkunde ;*
- g) : *de toegepaste aardkunde.*

VII. (*Aardrijkskundige wetenschappen*) :

Aan n° 8° toe te voegen hetgeen volgt :

e) *De physica van den aardbol en de meteorologie.*

In de voorlaatste alinea van het artikel, weg te laten : *geschreven of gedrukte* ; in de laatste alinea « veertien dagen » te vervangen door « een maand ».

ART. 11.

Te doen luiden :

Het examen voor elk der graden van geaggregeerde van het middelbaar onderwijs van den hooger graden omvat :

1° *De proefondervindelijke opvoedkunde ;*

2° ... 3° ... 4° ... (zooals in het ontwerp).

Niemand kan zich aanmelden voor dit examen, zoo hij niet door een getuigschrift bewijst dat hij, gedurende ten minste een jaar, onder de leiding van zijn professor in de methodenleer, didactische oefeningen heeft gevolgd in een inrichting van middelbaar onderwijs.

De recipiendi moeten in 't openbaar twee lessen... (zooals in het ontwerp.)

Toe te voegen :

Het examen voor den graad van geaggregeerde mag afgelegd worden gelijktijdig met het examen voor den graad van licentiaat.

ART. 12.

Au deuxième alinéa ; remplacer « quinze jours » par « un mois. »

ART. 17.

Rediger le 10° comme suit :

La chimie générale et les éléments de la chimie physique.

ART. 18.

Modifier le préambule comme suit :

Les examens pour les divers grades d'ingénieur civil...

II (Matières spéciales) :

Au littera A. (Ingénieur civil des mines.)

Modifier le 2° comme suit :

2° La topographie y compris la topographie souterraine ;

Au littera C. (Ingénieur civil métallurgiste.)

Modifier le 3° comme suit :

3° La chimie physique, y compris la thermo-chimie et l'électro-chimie ;

Ajouter un alinéa rédigé comme suit :

Les candidats des groupes E et F peuvent demander à être examinés sur les matières de ces deux groupes. Ceux qui usent de cette faculté ont le choix, pour le travail dont il est question à l'alinéa précédent, entre les matières de l'un ou de l'autre de ces groupes. En cas de succès, le diplôme leur confère le grade d'ingénieur civil pour chacun de ces groupes.

ART. 19.

Supprimer cet article.

ART. 12.

In het tweede lid, « veertien dagen » te vervangen door « een maand ».

ART. 17.

10° te doen luiden :

De algemeene scheikunde en de beginselen der physico-chemie.

ART. 18.

Den aanvang te wijzigen als volgt :

De examens voor de verschillende graden van burgerlijk ingenieur...

II. (Bijzondere vakken) :

In littera A (Burgerlijk mijn-ingenieur).

N° 2 te wijzigen als volgt :

2° De plaatsbeschrijving met inbegrip van de ondergrondsche plaatsbeschrijving ;

In littera C (Burgerlijk metaalkundig ingenieur).

N° 3° te wijzigen als volgt :

3° De physico-chemie, met inbegrip van de thermo- en de electro-chemie.

Een alinea toe te voegen, luidende :

De candidaten van de groepen E en F kunnen zich laten ondervragen over de vakken van die twee groepen. Zij die van dit recht gebruik maken, hebben de keuze, voor het werk waarvan sprake is in het vorig lid, tusschen de vakken van een of ander dezer groepen. Zoo zij slagen, verleent het diploma hun den graad van burgerlijk ingenieur voor ieder dezer groepen.

ART. 19.

Dit artikel weg te laten.

ART. 20.

Rédiger comme suit le 1° :

1° La *présentation* d'une dissertation imprimée, travail original constituant une contribution au progrès de la science, et de trois thèses ou questions accessoires.

3. Au dernier alinéa, remplacer « quinze jours » par « un mois ».

ART. 23.

Au 1^{er} alinéa remplacer : « l'école y assimilée » par « l'établissement assimilé ».

ART. 24.

A l'alinéa 1^{er}. Supprimer les mots : « Sous réserve de ce qui est prévu à l'article 19 ci-dessus ».

Intercaler après le 1^{er} alinéa :

Sont assimilées aux Universités :

1° La Faculté de philosophie et lettres de l'Institut Saint-Louis, à Bruxelles, et la Faculté de philosophie et lettres du Collège Notre-Dame de la Paix, à Namur, pour la délivrance des diplômes de candidat en philosophie et lettres ;

2° La Faculté des sciences du Collège Notre-Dame de la Paix, à Namur, pour la délivrance des diplômes de candidat en sciences (le diplôme de candidat en sciences mathématiques ou physiques excepté), et pour la délivrance du diplôme de candidat en sciences naturelles et médicales ;

3° L'Ecole des Mines et de Métallurgie de Mons (Faculté technique du Hainaut), pour la délivrance des diplômes de candidat ingénieur civil, d'ingénieur civil des mines et d'ingénieur civil métallurgiste.

ART. 20.

N^o 1° te doen luiden :

1° Het indienen van een gedrukte verhandeling, oorspronkelijk werk dat een bijdrage is tot den vooruitgang der wetenschap, en van drie bijkomende stellingen of vraagstukken.

3° In het laatste lid, « veertien dagen » te vervangen door « een maand ».

ART. 23.

In de 1^e alinea, de woorden : « gelijkgestelde school » te vervangen door « gelijkgestelde inrichting ».

ART. 24.

In de eerste alinea, de woorden : « Onder voorbehoud van wat voorzien is bij artikel 19 hierboven », weg te laten.

Na de 1° alinea, in te lassen :

Worden met de Universiteiten gelijkgesteld :

1° De Faculteit der wijsbegeerte en letteren van het Sint-Aloysiusinstituut, te Brussel, en de Faculteit der wijsbegeerte en letteren van het college « Notre-Dame de la Paix », te Namen, voor de aflevering van de diploma's van candidaat in de wijsbegeerte en letteren ;

2° De Faculteit der wetenschappen van het college « Notre-Dame de la Paix », te Namen, voor het afleveren van de diploma's van candidaat in de wetenschappen (het diploma van candidaat in wis- of natuurkundige wetenschappen, uitgezonderd), en, voor de aflevering van het diploma van candidaat in de natuur- en geneeskundige wetenschappen ;

3° De School voor Mijnbouw en Metallurgie te Bergen (Technische faculteit van Henegouw), voor de aflevering van de diploma's van candidaat-burgerlijk ingenieur, van burgerlijk mijn ingenieur en van burgerlijk metaalkundig ingenieur.

Si cette école et ces facultés assimilées le désirent, leurs jurys d'examen pourront être présidés par un délégué du Gouvernement

ART. 26.

Remplacer : « ou école assimilée »
par : « ou établissement assimilé ».

ART. 31.

Remplacer : « une école y assimilée »
par : « un établissement assimilé ».

ART. 32.

Au 1^{er} alinéa :

Remplacer : « les écoles y assimilées » par : « les établissements assimilés ».

ART. 33.

Aux alinéas 1, 3 et 4 :

Remplacer : « une école y assimilée »
par : « un établissement assimilé » et
à la fin du 1^{er} alinéa : « ou école »
par : « ou de cet établissement ».

ART. 36.

Remplacer 20 par 40.

ART. 40.

Au 2^{me} alinéa :

Remplacer : « ou une école y assimilée » par : « ou un établissement assimilé ».

ART. 42.

Remplacer au 1^{er} : « d'une école assimilées » par : « d'un établissement assimilé ».

Indien deze gelijkgestelde school en faculteiten het verlangen, kunnen hunne examencommissies worden voorgezeten door een afgevaardigde van de Regeering.

ART. 26.

« of daarmede gelijkgestelde school »
te vervangen door : « of gelijkgestelde inrichting ».

ART. 31.

« een daarmede gelijkgestelde school »
te vervangen door : « eene gelijkgestelde inrichting ».

ART. 32.

Eerste lid : « de daarmede gelijkgestelde scholen » te vervangen door :
« de gelijkgestelde inrichtingen ».

ART. 33.

Alinea's 1, 3 en 4 :

« eene daarmede gelijkgestelde school » te vervangen door : « eene gelijkgestelde inrichting », en aan het slot van de eerste alinea « of school » door « of dier inrichting ».

ART. 36.

20 te vervangen door 40.

ART. 40.

In het 2^{de} lid :

« of eene daarmede gelijkgestelde school » te vervangen door : « of eene gelijkgestelde inrichting ».

ART. 42.

In nr 1^o : « van eene daarmede gelijkgestelde school » te vervangen door :
« van eene gelijkgestelde inrichting ».

ART. 45.

Remplacer 200 par 700.
 » 800 » 2,500.

Au 2^e alinéa :

Remplacer : « une école y assimilée »
 par : « un établissement assimilé ».

ART. 46.

Remplacer 1,000 par 2,500.

ART. 47.

A l'alinéa 1^{er}, remplacer 8,000
 par 28,000.

Au même alinéa, supprimer les
 mots : « en notariat ou en science
 dentaire.

Au même alinéa, remplacer les
 mots : « une école y assimilée » par :
 « un établissement assimilé ».

ART. 48.

Rédiger comme suit :

Les diplômes d'ingénieur civil des
 mines et d'ingénieur des constructions
 civiles, délivrés sous le régime de la
 loi des 10 avril 1890-31 juillet 1891 ou
 sous le régime de la loi du 21 juin 1926,
 pendant... (la suite comme au projet).

ART. 50.

Rédiger la fin du 1^{er} comme suit :

... droit romain, sur l'encyclopédie
 du droit et sur l'introduction histo-
 rique au droit civil, lors de la première
 épreuve du doctorat en droit ;

Rédiger la fin du 8^e : d'une nou-
 velle épreuve orale sur le droit public.

ART. 45.

200 te vervangen door 700.
 800 » » 2,500.

In het 2de lid :

« eene daarmede gelijkgestelde
 school » te vervangen door : « eene
 gelijkgestelde inrichting ».

ART. 46.

1,000 te vervangen door 2,500.

ART. 47.

In het eerste lid : 8,000 te vervan-
 gen door 28,000.

In hetzelfde lid de woorden : « in
 het notariaat of in de tandheelkunde »
 te doen wegvallen.

In hetzelfde lid : « een daarmee ge-
 gelijkgestelde school » te vervangen
 door « eene gelijkgestelde inrichting ».

ART. 48.

Dit artikel te doen luiden :

De diploma's van burgerlijk mijnin-
 genieur en van burgerlijk bouwkundig
 ingenieur, afgeleverd onder het stelsel
 der wet van 10 April 1890-31 Juli 1891,
 of onder het stelsel der wet van 21 Juni
 1926, gedurende... (het overige zooals
 in het ontwerp.)

ART. 50.

Het slot van n° 1^o te doen luiden :

... Romeinsch recht, over de encyclo-
 pedie van het recht en over de ge-
 schiedkundige inleiding tot het bur-
 gerlijk recht, bij de eerste proef van
 het doctoraat in de rechten ;

8^o Het slot van het nummer te doen
 luiden : van een nieuwe mondelinge
 proef over het Staatsrecht.

ART. 54.

Ajouter un 3^e alinéa :

A la même date, cessera également d'être en vigueur la loi du 21 juin 1926, relative à l'Ecole des mines et de métallurgie de Mons, faculté technique du Hainaut.

ART. 54.

Aan het 3^{de} lid toe te voegen :

Op denzelfden datum, zal evenzoo ophouden van kracht te zijn de wet van 21 Juni 1926, betreffende de school voor Mijnbouw en Metallurgie te Bergen, technische faculteit van Henegouw.

